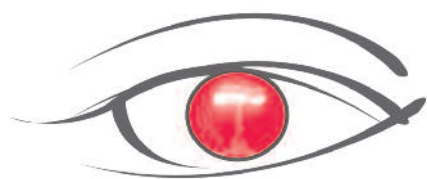


Opération Shabwa



La France et Total en guerre au Yémen ?



Observatoire des armements

SumOfUs

En collaboration avec



**Les Amis
de la Terre
France**

Novembre 2019

Observatoire des armements

L'Observatoire des armements est un centre indépendant d'expertise et de documentation créé en 1984 à Lyon (France). Il a pour objectif d'étayer les travaux de la société civile sur les questions de défense et de sécurité et ce, dans la perspective d'une démilitarisation progressive. L'Observatoire intervient sur deux axes prioritaires : les transferts et l'industrie d'armement et de sécurité ; les armes nucléaires et leurs conséquences. Il publie des études et une lettre d'information, *Damoclès*.

Découvrez-en davantage sur : <http://www.obsarm.org/>

SumOfUs

SumOfUs est une ONG internationale et indépendante, rassemblant une communauté de personnes engagées pour limiter le pouvoir grandissant des entreprises à travers le monde. Nous voulons acheter, travailler et investir dans des entreprises qui respectent l'environnement, traitent convenablement leurs salariés et font vivre les valeurs de la démocratie. Et nous n'avons aucune crainte à nous lever contre ces entreprises quand elles ne respectent pas ces principes.

Presque aucun jour ne passe sans qu'un scandale éclabousse une nouvelle entreprise. De la pollution de l'environnement à l'évasion fiscale, quand elles ne sont pas surveillées, les entreprises ne laissent rien se mettre entre elles et leurs profits.

À l'heure où des multinationales sont plus riches et plus influentes que certains pays, il est courant de se sentir impuissant(e) face à leur pouvoir. Mais comme toutes les superstructures, ces entreprises ont aussi leur talon d'Achille. Les plus grandes multinationales comptent, en effet, sur des gens comme nous pour les aider à maintenir leur pouvoir et leur richesse. Nous sommes leurs consommateurs, leurs travailleurs, et parfois leurs investisseurs. Quand nous agissons ensemble, nous devenons donc bien plus puissants qu'elles ne le sont. Ainsi, notre communauté de millions de membres agit comme un contre-pouvoir citoyen prêt à lancer et gagner des campagnes visant à faire rendre des comptes aux plus grandes entreprises du monde.

Découvrez-en davantage sur : <http://www.sumofus.org>

Les Amis de la Terre France

Créée en 1970, la fédération des Amis de la Terre a participé à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial Friends of the Earth International, présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents.

En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux et de groupes associés autonomes. Ils agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun pour la justice sociale et environnementale.

Les Amis de la Terre militent pour une transition vers des sociétés soutenables au Nord comme au Sud. Engagés en faveur de la justice sociale et environnementale, nous nous mobilisons et promouvons la participation des citoyens aux prises de décisions publiques et menons des actions sur le terrain, aux niveaux local, national et international.

Découvrez-en davantage sur : <https://www.amisdelaterre.org/>

Sommaire

Opération Shabwa : la France et Total en guerre au Yémen ?

Méthodologie	4
Résumé	5
Recommandations	7
Introduction	9
1983-2007 • L'exploration et le guet	11
2007-2019 • La conquête et l'emprise	19
Qui aura le courage de lancer une commission d'enquête ?	37
Annexes	41
 <i>Encadrés</i>	
Jean-Claude Mallet, des plus hautes sphères ministérielles... à Total	13
Comment les ventes d'armes sont-elles contrôlées ?	17
Une explosion des ventes d'armes françaises au Moyen-Orient depuis 2014	18
Le gaz, une énergie de transition ?	27
Les soutiens financiers français à Yemen LNG	35
Comment agir ?	39

*Rapport publié par Observatoire des armements et SumOfUs,
en collaboration avec Les Amis de la Terre France*

Novembre 2019

Méthodologie

Ce travail collectif, porté par l'Observatoire des armements et SumOfUs, repose sur l'investissement déterminant d'acteurs de terrain, militants et citoyens.

Les Amis de la Terre y ont collaboré sur les parties liées à l'impact climatique des activités de Total, au montage financier du projet Yemen LNG et à l'implication financière de l'État français à travers ses aides à l'export.

Notre enquête s'appuie sur :

- des documents officiels en libre accès, tel que le site du ministère du pétrole yéménite ;
- la lecture de plus de 200 articles journalistiques et cartes en sources ouvertes, une vingtaine d'entretiens avec des intervenants du secteur ;
- l'analyse d'images satellitaires (qui sont pour certaines reproduites en annexe) ;
- plusieurs témoignages recueillis sur place et à distance avec l'aide d'acteurs locaux ;

un grand nombre d'archives, pour embrasser une vue plus globale, telles que celles de la bibliothèque de l'Observatoire des armements sur la politique française au Yémen des années 1980-1990 et les archives de Wikileaks qui compilent les analyses d'une agence de renseignement privée américaine ainsi que de nombreux câbles diplomatiques américains sur la politique française (de 2005 à 2013).

L'étude se concentre sur les opérations à Shabwa, région qui abrite le site de liquéfaction dirigé par Total de 2007 à 2019. Ce rapport n'est pas exhaustif sur l'activité de Total au Yémen et son imbrication avec la diplomatie française. D'autres zones, sur lesquelles opèrent Total, méritent d'être étudiées plus en détail : Marib et l'Hadramout.

Remerciements

Nous souhaitons remercier les nombreuses personnes (professionnels, militants, citoyens engagés...) qui ont participé à cette enquête et l'ont rendue possible.



Ce rapport a été réalisé grâce à l'appui de l'Union européenne (sous le projet Citizens for Financial Justice).

Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'Observatoire des armements, SumOfUs et les Amis de la Terre France sur la partie financements et impacts climatiques des activités de Total. Elles n'engagent ni la responsabilité ni les positions de ses partenaires et services associés.

Résumé

La France est fortement mise en cause depuis plus d'un an pour ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Malgré la mobilisation des organisations non-gouvernementales, dont l'Observatoire des armements et SumOfUs, et le travail des médias, le gouvernement continue à livrer des armes à la coalition arabe engagée au Yémen. Si une mission d'information sur le contrôle parlementaire a été mise en place en janvier 2019, les autorités refusent toujours de lever le voile sur les contrats d'armement signés ou en cours. D'autre part, après l'échec de la résolution Nadot¹, les groupes parlementaires s'abstiennent de jouer leur droit de tirage pour lancer une commission d'enquête.

Dans ce contexte, il devenait essentiel de déterminer si d'autres raisons, qui n'ont jusqu'ici pas été mises en lumière, permettent d'expliquer ces blocages politiques.

De janvier 2018 à octobre 2019, nous avons mené une enquête sur les activités de Total au Yémen, pour tenter d'examiner ses liens avec la politique étrangère française dans la région. Au Yémen, Total est le premier investisseur privé et son activité n'a cessé de s'étendre dans le pays depuis son arrivée en 1983².

Ce rapport se concentre particulièrement sur le site gazier Yemen LNG à Balhaf, qui regroupe une usine de liquéfaction de gaz, un pipeline pour l'alimenter depuis les réserves du champ Marib et un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Peu d'informations filtrent sur ce site ultra-protégé reconnu comme le seul port aux « normes antiterroristes » américaines au Yémen. L'activité y a démarré en 2009 avant d'être brutalement stoppée en 2015. Selon la communication officielle de Total, il est passé « en mode préservation » suite à l'éclatement de la guerre dans le pays, avec une équipe réduite restée sur place pour maintenir les installations sous cloche³. Des sociétés militaires privées ou de sécurité françaises (Risk&co⁴, Surtymar⁵ et Pro-Risk⁶) déclarent « opérer » à Balhaf.

La multinationale française est le principal actionnaire du consortium Yemen LNG avec 39,6 % du capital, aux côtés d'entreprises yéménites, coréennes et japonaises⁷. Initialement, le site devait permettre d'exporter 6,7 millions de tonnes de gaz par an depuis le port de Balhaf⁸. Selon les données financières collectées, 4,8 milliards de dollar ont été investis. Des agences de crédit à l'exportation, dont l'agence française qui opère pour le compte et sous le contrôle de l'État (Bpifrance Assurance export), ont garanti le financement du projet. Plusieurs banques françaises (Crédit agricole, Société générale et BNP Paribas) sont impliquées.

Les résultats de l'enquête sont accablants. Selon des sources ouvertes et témoignages, le site gazier Yemen LNG à Balhaf héberge depuis 2016 une milice — les forces d'élite de Shabwa — sous contrôle des Émirats arabes unis. Il est directement concerné par le réseau de « prisons secrètes » aux mains de ces milices qui enserrent le sud du Yémen. Ce groupe armé tribal est accusé d'actes de torture et de disparitions forcées

1. Cette résolution, signée par 25 députés issus de La République en marche en date du 6 avril 2018, visait à établir une commission d'enquête parlementaire sur les ventes d'armes françaises et leur utilisation au Yémen : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion0856.asp>

2. Si on y intègre les activités de l'entreprise Elf qui a été absorbée par Total en 2000.

3. <https://www.lesechos.fr/2015/04/total-contraint-darreter-son-usine-de-liquefaction-de-gaz-au-yemen-258348>

4. Vincent Lamigeon, « Le groupe de sécurité français Risk&Co est à vendre », Challenges.fr, 21 novembre 2018, https://www.challenges.fr/entreprise/le-groupe-de-securite-francais-risk-co-est-a-vendre_627443

5. Page de la société Surtymar, <http://surtymar.com/fr/personnel-french/>

6. Site de la société Pro-Risk, <https://www.groupe-prorisk.com/surete-maritime-portuaire.php>

7. http://www.yemenlng.com/ws/en/go.aspx?c=yLng_share

8. « FACTBOX – five facts about Yemen LNG », Reuters, 15 octobre 2009, <https://uk.reuters.com/article/lng-yemen-total-idUKL959162220091015>

par les organisations de défense des droits humains comme Mwatana⁹ et Amnesty International¹⁰. La composition de cette milice, officiellement dédiée à la guerre contre le terrorisme, obéit en fait à des intérêts énergétiques : les tribus situées à proximité des champs pétrolifères ont été intégrées à la milice, les autres situées sur un revers montagneux ont été exclues. Trois témoignages, dont deux provenant directement de victimes, ainsi qu'une source ouverte¹¹, font état de la détention de citoyens yéménites à Balhaf dans une zone logistique du site dirigée par Total en 2017 et 2018. Ces témoignages relatent des traitements inhumains et dégradants (privation de soins, tortures) commis par des soldats émiratis. Ces cas de détention visent notamment des membres de tribus exclues de la milice, notamment des membres de la tribu Al-Awlaki. Total et le gouvernement français peuvent-ils ignorer ce qu'il se passe sur le site ? La firme est présumée classée « OIV » (Opérateur d'importance vitale) par les autorités françaises au sens du code de la Défense. En accord avec cette législation, les OIV doivent partager des informations de sécurité entre le siège et leur filiale. Et Balhaf est placé sous la supervision du Premier ministre en cas de crise majeure. Le cas échéant, Total doit se conformer à un cahier des charges qui implique par exemple que le moindre incident doive être notifié aux autorités¹².

À ce stade, différentes questions, auxquelles l'exécutif français et Total doivent répondre, se posent. La firme a-t-elle toujours accès à la surveillance visuelle du site, notamment de la zone logistique concernée ? Pouvaient-ils ignorer le balai des pick-up et hélicoptères qui arrivaient et repartaient du site, de même que les mouvements d'individus et de véhicules à l'intérieur du site lui-même ? Si une enquête provenant d'organisations de la société civile permet d'établir l'existence d'une « prison secrète » sur le site d'une entreprise présumée « OIV », comment l'État français peut-il l'ignorer ?

Étant donné que l'État français a apporté des garanties publiques à la construction de Yemen LNG, il est exposé financièrement. S'il ne redémarre pas d'ici fin 2022 — nouvelle échéance de remboursement négociée entre les banques, Total et l'agence de crédit à l'exportation française — que la société Yemen LNG fait défaut et que la dette n'est pas à nouveau restructurée, c'est l'État qui paiera les pots cassés en sa qualité d'assureur. D'autre part, selon une source interne, le gouvernement français soulève l'intérêt du site pour le relèvement du pays — les ventes de gaz de Yemen LNG auraient représenté jusqu'à 45 % des recettes fiscales du Yémen. Dans ces conditions, comment aspirer au redémarrage du site, tout en défendant la nécessité du partenariat stratégique avec les Émirats arabes unis au nom de « la guerre contre le terrorisme » au Yémen et alors que le site de Total leur sert de base militaire ? Il semble que Total et le gouvernement français soient pris en tenaille entre des intérêts contradictoires, au péril de la population yéménite qui subit de plein fouet les conséquences de la politique étrangère française, guidée par des considérations économiques liées à l'industrie fossile et à l'armement.

Ce qu'il se passe à Balhaf n'est que la face émergée de l'iceberg : les décisions de Total au Yémen et la stratégie militaire des autorités françaises sont inséparables depuis les années 1980. Le parcours de Total, soutenu par les orientations successives des différents gouvernements français, a conduit à la mainmise progressive des réserves d'hydrocarbures yéménites. En ce sens, la défiance vis-à-vis du gouvernement yéménite qui s'est installée depuis 2007 — justifiant progressivement sa mise sous tutelle —, la lutte contre le parti Al-Islah et certains éléments tribaux puissants au Yémen (Awlaki) interroge. Il apparaît avec certitude que les choix de Total et de la France ont favorisé l'appropriation d'une partie conséquente des richesses gazières et pétrolières du Yémen.

Réalisée au nom de la guerre contre le terrorisme, cette politique, menée en conjugaison avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis mais aussi les États-Unis et le Royaume-Uni, obéit à des intérêts énergétiques qui englobent l'Est africain (Kenya, Sud-Soudan, Éthiopie, Ouganda, Mozambique...) et à la quête de positions stratégiques et militaires (contrôle du golfe d'Aden, de la mer Rouge et de l'océan Indien).

9. *Withering Life* • Rapport annuel 2018, Mwatana.org, <http://mwatana.org/wp-content/uploads/2019/07/Withering-Life-2.pdf>

10. « Les disparitions et la torture dans les centres de détention du sud du Yémen doivent faire l'objet d'enquêtes pour crimes de guerre », Amnesty International, 12 juillet 2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/07/disappearances-and-torture-in-southern-yemen-detention-facilities-must-be-investigated-as-war-crimes/>

11. *في زمين قلى يبق تارامال اهر يدت تناوق فادمتسال قنادا*, Al Jazeera.net, 13 août 2017, <https://www.aljazeera.net/news/humanrights/2017/8/13/%D8%A5%D8%AF%D8%A7%D9%86%D8%A9-%D9%84%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D9%87%D8%AF%D8%A7%D9%81-%D9%82%D9%88%D8%A7%D8%AA-%D8%AA%D8%AF%D9%8A%D8%B1%D9%87%D8%A7-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D9%82%D8%A8%D9%8A%D9%84%D8%A9-%D9%8A%D9%85%D9%86%D9%8A%D8%A9>

12. Bruno Sido, Anne-Yvonne Le Dain, *Sécurité numérique et risques: enjeux et chances pour les entreprises*, Rapport au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, 2 février 2015, <http://www.senat.fr/rap/r14-271-1/r14-271-121.html>

Recommandations

• *Éclaircir les zones d'ombre sur les responsabilités de la France*

Cette étude, ajoutée à de précédents articles et rapports, ne prétend pas fournir un regard exhaustif sur la responsabilité française dans la guerre au Yémen. Une mission qui incombe à la représentation nationale, dotée des moyens adéquats et dont la fonction est de contrôler l'action du gouvernement. Les groupes d'opposition doivent jouer leur droit de tirage pour mettre en place le plus rapidement possible une commission d'enquête sur les responsabilités de la France par rapport à la situation au Yémen.

Cette commission doit éclaircir les zones d'ombre du dossier, notamment le rôle des entreprises SMP Risk&co, Pro-Risk et Surtyymar dont nous n'avons pas pu déterminer avec précision la mission exacte ainsi que leurs relations éventuelles avec les forces émiraties et la milice basées à Balhaf. L'activité de ces sociétés doit être mise en lumière par un travail parlementaire.

• *Mise en place d'une commission parlementaire permanente*

La politique française est réalisée au nom de la guerre contre le terrorisme, en vertu de l'accord de coopération militaire avec les Émirats arabes unis. Il est important de renforcer les pouvoirs du Parlement dans le domaine. Selon un sondage YouGov réalisé par SumOfUs en mars 2019, 72 % des Français s'expriment en faveur d'un contrôle renforcé du Parlement en ce qui concerne les ventes d'armes¹.

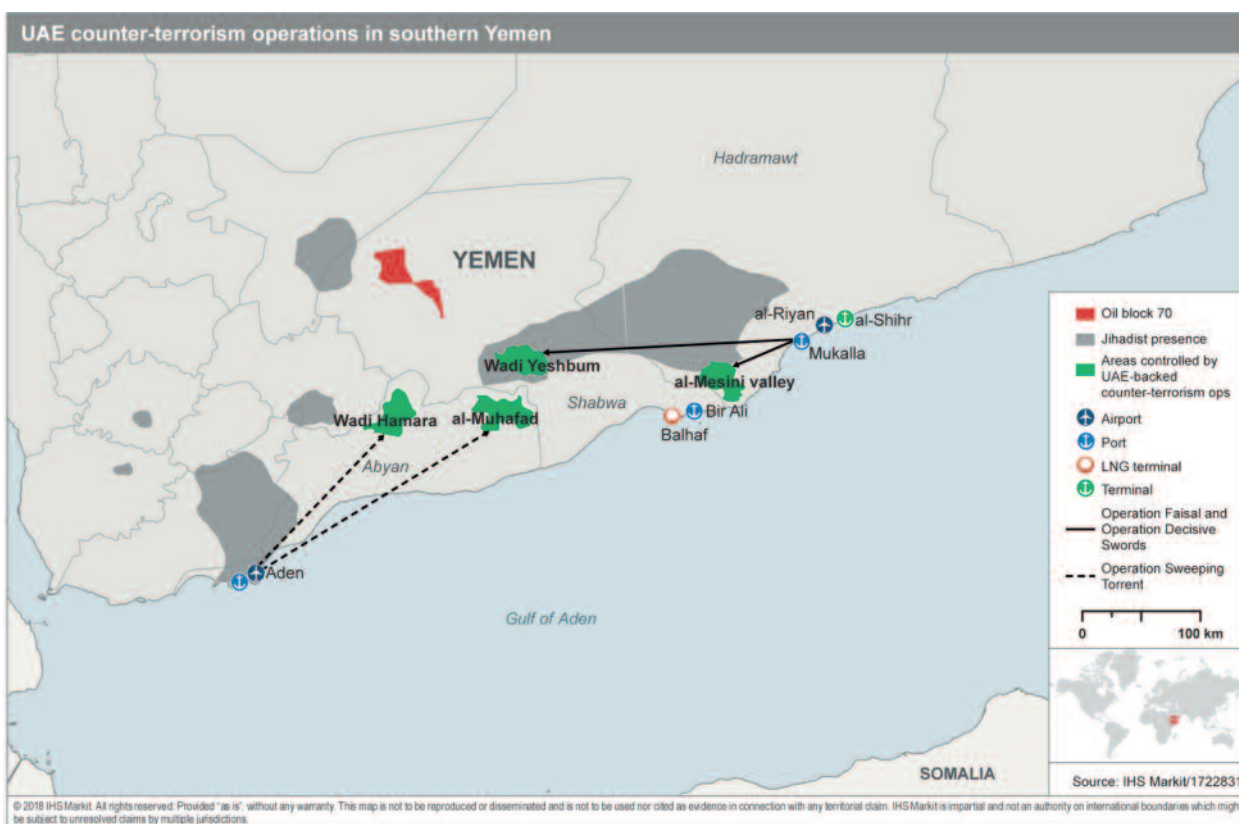
La mission d'information sur le contrôle des armements doit proposer la mise en place d'une commission parlementaire permanente ayant accès au « secret défense », à l'instar de ce qui a été mis en place au Royaume-Uni ou en Suède. Cette commission devra examiner régulièrement les partenariats stratégiques (accord de coopération en matière de défense et de sécurité intérieure) de la France et en rendre compte. Un rapport au Parlement sur les accords de coopération militaire et l'exportation de matériel de maintien de l'ordre doit être remis régulièrement par le gouvernement.

• *Mettre fin aux garanties publiques à l'exportation pour les énergies fossiles*

De même, l'activité des sites reliés aux opérateurs d'importance vitale et situés à l'étranger devra faire l'objet d'une surveillance parlementaire spécifique et régulière par cette commission.

Par ailleurs, l'État français a soutenu financièrement le projet gazier Yemen LNG, à travers des garanties publiques à l'exportation. C'est loin d'être le seul projet de Total soutenu par la puissance publique via ce type de financements. Dans le cadre du projet de loi de finance 2020, les députés doivent mettre fin à ces subventions aux énergies fossiles sous forme de garanties publiques à l'exportation, en priorisant à très court terme l'exclusion des projets permettant l'exploitation de nouvelles réserves d'hydrocarbures.

1. « Guerre au Yémen : près de 3 Français sur 4 pour la suspension des ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis », SumOfUs.org, 21 mars 2019, <https://www.sumofus.org/media/guerre-au-yemen-pres-de-3-francais-sur-4-pour-la-suspension-des-ventes-darmes-a-larabie-saoudite-et-aux-emirats-arabes-unis/>



« UAE-backed counter-terrorism operations unlikely to fully succeed in rooting out Sunni jihadists from southern Yemen », IHS Markit, 16 mars 2018, <https://ihsmarkit.com/country-industry-forecasting.html?ID=10659123055>. La société Total dirige les activités sur le bloc 70 (Ataq) qui figure sur la carte. Le contrôle du secteur d'Ataq est nécessaire pour la « sécurisation » des champs d'hydrocarbures de Shabwa.

Introduction

Sur une carte d'IHS Markit, l'agence privée d'information économique, la province de Shabwa au Sud du Yémen est « sous la menace » d'Al-Qaida sur la péninsule arabique (AQPA) en 2018. Un secteur échappe à l'influence du groupe terroriste : la ville de Balhaf qui héberge le site gazier dirigé par Total au Yémen. Peu d'informations filtrent sur ce site ultra-protégé reconnu comme le seul port aux « normes antiterroristes » américaines.

Dans les premiers jours de l'intervention de la coalition arabe au Yémen en mars 2015, les exportations de gaz se poursuivent, Total soulignant « *ne pas être impacté par le conflit* » mais quelques semaines plus tard¹, une partie des salariés est évacuée, avec l'aide de l'armée française. Le site est placé en « *mode préservation* » avec une équipe réduite sur place².

Malgré sa situation visiblement hermétique à la guerre et au terrorisme, le port de Balhaf reste fermé à l'aide humanitaire alors que le Yémen est soumis depuis plus de quatre ans à un blocus dévastateur : 80 % des Yéménites dépendent de l'aide extérieure pour survivre³. En mars 2018, le Conseil de sécurité de l'ONU a expressément demandé l'ouverture de tous les ports du pays pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire⁴. Deux mois plus tard, il est allé plus loin en votant une résolution condamnant l'utilisation de la famine comme stratégie de guerre et les refus d'accès humanitaires, une résolution qui vise Riyad et Abu Dhabi sans les citer nommément⁵. Selon un acteur du secteur interrogé en février 2018, le site de Balhaf peut techniquement accueillir l'aide humanitaire : « *Même s'il semble plus logique d'utiliser le port d'Al Mukalla — plus grand — qui n'est pas très loin, un port gazier pourrait recevoir de l'aide humanitaire mais probablement en petite quantité et via un type limite de navire.* »

Alors, que se passe-t-il vraiment à Balhaf ? Et à quoi joue la France ? Elle fait partie des puissances qui ont condamné à l'ONU la coalition arabe en mars 2018 et se pose trois mois plus tard comme « médiatrice » de l'action humanitaire entre les différentes parties au conflit. Cependant, elle ne songe même pas à utiliser le port que Total, son « fleuron national », dirige au Yémen pour accueillir l'aide humanitaire.

Officiellement, la France ne se déclare pas en guerre au Yémen, mais elle continue à vendre des armes et entretenir des coopérations militaires avec les principaux belligérants. Depuis plusieurs années, l'Observatoire des armements et SumOfUs, en coopération avec d'autres organisations non-gouvernementales, tentent de mettre en lumière les ventes d'armes de la France, réclament l'instauration d'un contrôle démocratique

1. « Yemen LNG exports continue despite seaports closure, air strikes: sources », Reuters, 29 mars 2015, <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-lng-exports/yemen-lng-exports-continue-despite-seaports-closure-air-strikes-sources-idUSKBN0MP0L720150329>

2. Anne Feitz, « Total contraint d'arrêter son usine de liquéfaction de gaz au Yémen », Les Echos.fr, 14 avril 2015, <https://www.lesechos.fr/2015/04/total-constraint-darreter-son-usine-de-liquefaction-de-gaz-au-yemen-258348>

3. « Un pays à bout de souffle », Action contre la faim, 18 mars 2019, <https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/un-pays-a-bout-de-souffle/>

4. « Amid Deteriorating Conditions in Yemen, Security Council Presidential Statement Calls for Humanitarian Access, Strict Adherence to Embargo », Nations Unies, 15 mars 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/sc13250.doc.htm>

5. « Adopting Resolution 2417 (2018), Security Council Strongly Condemns Starving of Civilians, Unlawfully Denying Humanitarian Access as Warfare Tactics », Nations Unies, 24 mai 2018, <https://www.un.org/press/en/2018/sc13354.doc.htm>

de ces ventes, et le respect des engagements internationaux. Si la guerre au Yémen a permis que les médias et un nombre croissant de citoyens soient sensibles au sujet, le gouvernement est resté inflexible. Il a continué à honorer les contrats signés tout en en signant de nouveaux avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Des voix se sont élevées au Parlement contre une telle politique ces deux dernières années, au sein de la majorité et dans l'opposition. Selon un sondage YouGov réalisé par SumOfUs en mars 2019, 72 % des Français s'expriment en faveur d'un contrôle renforcé du Parlement en ce qui concerne les ventes d'armes⁶.

Mais face à l'entêtement de l'exécutif et au manque de volonté politique de tous les groupes parlementaires confondus, ces diverses interpellations n'ont pas débouché sur la création d'une commission d'enquête, malgré la résolution portée par Sébastien Nadot (ex-LREM) en avril 2018⁷. Une mission d'information a été mise en place en janvier 2019 par la commission des Affaires étrangères pour réfléchir à une forme de contrôle parlementaire. Un travail parlementaire similaire a déjà eu lieu il y a vingt ans suite notamment au conflit au Rwanda, à l'Angolagate et à la campagne lancée en 1998 par plusieurs ONG dont Amnesty International, Agir pour un monde solidaire et l'Observatoire des armements⁸, mais les préconisations qui en sont issues sont restées lettre morte. Aujourd'hui, le débat sur le Yémen reste très circonscrit, il convient donc de l'élargir.

Pourquoi la France s'obstine-t-elle à vendre des armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis ? Quels sont les intérêts de la France au Yémen ? Que se passe-t-il sur le site gazier Yemen LNG, dont Total est le principal actionnaire, et qui s'avère être le maillon essentiel d'un sous-conflit au Sud du Yémen ? Comment analyser l'imbrication entre logiques militaires et pétrolières dans ce sous-conflit ? Quelle est la responsabilité de Total et celle de la France dans l'embrasement des provinces du sud du pays à l'été 2019 ?

À la lecture de ce qu'il se passe à Balhaf, une étude embrassant un spectre plus large que le secteur de l'armement paraît essentielle pour identifier les raisons du blocage politique et lever le voile sur de nouvelles raisons expliquant l'explosion des ventes d'armes vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ces dernières années. Tout porte à croire que le soutien zélé français à cette guerre s'explique non seulement par le partenariat avec ces deux pays, mais aussi par la présence d'intérêts économiques au Yémen, liés à la position de premier investisseur du pays de Total.

Ce rapport vise à permettre d'instaurer un réel débat sur les raisons de l'intervention de la France au Yémen, sans caricature ni vision tronquée ou partielle. Tant qu'une perspective plus globale ne sera pas apportée, les choses auront peu de chances de changer car les non-dits persisteront. La présence de la France au Yémen engage des enjeux qui nous concernent tous : le rapport à la militarisation, à l'énergie, la défense d'un mode de vie, d'une conception de l'environnement et d'un certain ordre du monde.

Reporter l'examen de ces questions à plus tard risque d'aggraver les déséquilibres en cours : guerres, réchauffement climatique, déplacements de population. Nous sommes face à un problème global provoqué par notre dépendance aux énergies fossiles.

Le débat qui engage notre responsabilité collective doit donc prioritairement interroger cette dépendance et non se réduire à la mise en cause d'un seul gouvernement. Seule une commission d'enquête parlementaire permet de prendre le temps de poser des faits et d'établir des réponses fouillées, même si la réponse institutionnelle n'est pas suffisante. Aux citoyens, militants, de se saisir la politique énergétique, militaire et d'influence française afin d'en faire une question politique et non plus technique.

6. « Guerre au Yémen : près de 3 Français sur 4 pour la suspension des ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis », SumOfUs.org, 21 mars 2019, <https://www.sumofus.org/media/guerre-au-yemen—pres-de-3-francais-sur-4-pour-la-suspension-des-ventes-darmes-a-larabie-saoudite-et-aux-emirats-arabes-unis/>

7. Sébastien Nadot et al., « Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le respect des engagements internationaux de la France au regard des autorisations d'exportations d'armes, munitions, formations, services et assistance accordées ces trois dernières années aux belligérants du conflit au Yémen », Assemblée nationale, commission des Affaires étrangères, 6 avril 2018, <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion0856.asp>

8. Jean-Claude Sandrier, Christian Martin et Alain Veyret, *Rapport d'information sur le contrôle des exportations d'armement*, Assemblée nationale, commission de la Défense nationale et des Forces armées, 15 avril 2000, <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i2334.asp>

1983-2007

L'exploration et le guet

À l'instar des autres puissances européennes, la France est dépendante du pétrole et du gaz qui composent respectivement 29 % et 15 % de son mix énergétique⁹. Seul 1 % du pétrole consommé est produit sur le territoire national¹⁰. La création en 1924 de l'ancêtre de Total — la Compagnie française du pétrole — part de ce constat : assurer les approvisionnements de la France en pétrole — tout d'abord au Moyen-Orient — pour ne plus dépendre des fournisseurs américains et britanniques. Le fait que cette entreprise prenne la forme d'une multinationale d'envergure mondiale permet de quadriller un maximum de territoires afin de diversifier les approvisionnements énergétiques. De façon générale, la France et Total détiennent de nombreux intérêts liés aux hydrocarbures en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis¹¹. La dépendance de la France à ces ressources la conduit à soutenir des régimes autoritaires¹², à participer de manière plus ou moins directe à des guerres qui sont réalisées en notre nom à tous¹³. Les choix de Total s'adosent aussi à la politique extérieure française : l'État français encourage la conduite des activités pétrolières et gazières dans des zones correspondant à des priorités géostratégiques plus globales. Le Yémen, la Somalie et le Kenya en sont des bons exemples. Ces pays, dans lesquels Total développe — ou développait — une activité, sont situés près du golfe d'Aden, zone de transit des marchandises sous contrôle d'une force militaire internationale au sein de laquelle officie la France.

Il est certain que le potentiel énergétique joue un rôle majeur dans le rapport qu'entretient la France avec ses ex-colonies. En ce sens, la politique qui visait à établir une sorte de « Sahara français » dès 1912, zone d'influence française qui transcende les frontières étatiques (les anciennes Afrique-Occidentale française et Afrique-Équatoriale française, Tunisie, Algérie et Maroc) est éloquente. Sa poursuite sous une autre forme — parfois en partenariat avec les Émirats arabes unis, par exemple — jusqu'à la guerre en Libye, au Mali (le jeu avec les groupes armés du Nord du Mali) et les récents événements en Algérie, tient notamment à la découverte de vastes gisements d'hydrocarbures dans le Sahara dès les années 1950¹⁴.

Les liaisons entre la multinationale et l'État français sont de fait multiformes. En apparence, Total fonctionne comme une entreprise privée classique, avec ses salariés, syndicats et assemblées générales d'actionnaires. Le secteur du pétrole, quant à lui, est censé obéir aux réglementations internationales et nationales sur la gestion des marchés publics. Des appels d'offre proposant différents secteurs d'exploration sont adressés par les États aux compagnies pétrolières et doivent respecter la mise en concurrence. Il n'en reste pas moins que, d'une part, ces entreprises ont besoin du soutien de l'appareil d'État pour gagner ces appels d'offre et que, d'autre part, des contrats peuvent être octroyés en dehors de ces procédures, en cas d'intérêts convergents entre deux pays.

Sur la base de leurs accords d'exploration/exploitation, et en cas de découvertes, les compagnies pétrolières acquièrent un titre de propriété sur une fraction de la production. Ces concessions, peuvent durer plusieurs

9. « Bilan énergétique de la France », ministère de la Transition écologique et solidaire, avril 2019, p. 4, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-04/datalab-essentiel-173-bilan-energetique-provisoire-2018-avril2019.pdf>

10. « La dépendance énergétique de la France en 2030 : quelles nouvelles zones d'intérêts et quelles conséquences pour la Défense ? », Geostrategia.fr, 7 novembre 2017, <https://www.geostrategia.fr/la-dependance-energetique-de-la-france-en-2030-queelles-nouvelles-zones-dinterets-et-queelles-consequences-pour-la-defense/>

11. « Document de référence 2018 incluant le rapport annuel », société Total, p. 44, <https://www.total.com/sites/default/files/atoms/files/ddr2018-fr.pdf>

12. Augustin Rose, « Genèse d'un partenariat privilégié : la France et l'Arabie saoudite, 1956-1968 », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, 2018/1, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin-2018-1-page-83.htm>

13. Pierre Razoux, « La France, la guerre Iran-Irak et les affaires... », Liberation.fr, 21 septembre 2010, https://www.liberation.fr/planete/2010/09/21/la-france-la-guerre-iran-irak-et-les-affaires_680556

14. André Bourgeot, « Sahara de tous les enjeux », *Hérodote*, 2011/3, n° 42, <https://www.cairn.info/revue-herodote-2011-3-page-42.htm#>

dizaines d'années et conduisent donc des sociétés étrangères à avoir la main sur les ressources d'un État. Enfin, elles peuvent être partagées avec d'autres sociétés, il n'en restera pas moins qu'un opérateur — généralement celui qui a réalisé la découverte — sera désigné comme gestionnaire du bloc. En cela, les secteurs énergétiques sont nécessairement investis d'une portée géopolitique.

À l'instar d'autres ressources stratégiques (armement, mines, gestion des ports et aéroports...), la signature de contrats s'inscrit généralement dans une action diplomatique plus vaste qui comporte elle-même d'autres volets : économiques (contrats avec de grandes sociétés) et militaires (contrats de systèmes d'armement). Cela explique l'envoi d'expatriés en guise d'exploration/recensement du pays-cible, les mouvements de personnel dans les ambassades en amont de la signature des contrats liés aux hydrocarbures, les visites présidentielles et la signature de contrats d'armement en parallèle des accords d'exploration, etc. Cette proximité entre l'État français et Total est incarnée par les allers-retours des cadres dirigeants. Le gouvernement actuel ne déroge pas à cette tradition : Ahlem Gharbi, ex-conseillère d'Emmanuel Macron pour le Maghreb et le Moyen-Orient était auparavant directrice chez Total... chargée de la même zone¹⁵. Quant à Jean-Claude Mallet, le conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian à la Défense et aux Affaires étrangères (voir encadré ci-contre), il a rejoint la firme en juin 2019¹⁶.

L'industrie fossile bénéficie aussi d'aides à l'exportation pour les contrats situés dans des zones comportant des risques économiques ou politiques. Des garanties publiques peuvent être octroyées pour couvrir ces risques¹⁷. Cela est notamment le cas des installations gazières de Total au Yémen en 2009 (voir encadré, p. 27).

Enfin, l'activité des opérateurs énergétiques français à l'étranger est jugée stratégique, c'est pourquoi leurs sites sont régis par le code de la Défense¹⁸. Les sociétés pétrolières et leurs prestataires (constructeurs, équipementiers, sociétés militaires privées...) doivent obéir à un cahier des charges établi par l'État en matière de sécurité. Leurs dirigeants sont en liaison permanente avec les autorités dans ce domaine.

Dans ce cadre-là, les firmes obéissent à un processus de travail « militarisé ». Elles doivent tout d'abord explorer une zone en effectuant des recherches géologiques grâce à l'installation de capteurs ou de forages¹⁹. Mais avant de lancer leurs activités d'exploration, elles opèrent une reconnaissance préalable des lieux, établissent « un périmètre de sécurité », font appel à des gardes armés pour sécuriser le chantier²⁰. Puis, la firme construit un camp avec ses clôtures pour « abriter » le personnel, déploie des agents, des drones de surveillance, voire des forces spéciales. En bref, elle opère comme une force militaire qui explore une zone à l'étranger, l'investit et enfin la quadrille avec différents outils (usage des drones, patrouilles de gardes, checkpoints...) pour la maintenir sous son contrôle.

Les chantiers d'exploration n'aboutissent pas toujours à une exploitation effective, soit parce que les résultats des études ne sont pas concluants, soit parce que les conditions sécuritaires ne le permettent pas. Il est aussi possible que l'État décide de réorienter sa politique étrangère ou que l'entreprise ne trouve pas d'accord sur le coût de l'exploitation. Quoiqu'il en soit, la France aura mobilisé en amont un réseau d'expatriés pour réaliser un travail d'influence, du renseignement indirect, une cartographie des ressources. Cette étape permet de mieux connaître le pays et d'obtenir des relais cruciaux pour des contrats ou manœuvres politiques futures.

Dans le cas étudié, les contrats signés avec le Yémen s'imbriqueront avec la politique extérieure française. Ils présenteront par ailleurs une signification militaire en indiquant que la préoccupation de la France n'est pas seulement de faire prévaloir ses intérêts énergétiques, mais aussi de s'insérer dans le jeu géostratégique

15. « Ahlem Gharbi, conseillère Maghreb-Moyen-Orient d'Emmanuel Macron, quitte l'Élysée pour l'AFD », Jeune Afrique.com, 8 janvier 2019, <https://www.jeuneafrique.com/700565/politique/ahlem-gharbi-conseillere-maghreb-moyen-orient-demmanuel-macron-quitte-lelysee-pour-lafd/>

16. « Le conseiller spécial de Le Drian rejoint le groupe Total », Challenges.fr, 3 juin 2019, https://www.challenges.fr/entreprise/energie/le-conseiller-special-de-le-drian-rejoint-le-groupe-total_657026

17. « Pourquoi il faut mettre fin aux subventions aux énergies fossiles sous forme de garanties à l'export », Les Amis de la Terre, vendredi 21 juin 2019, <https://amisdelaterre.org/Pourquoi-il-faut-mettre-fin-aux-subventions-aux-energies-fossiles-sous-forme-de.html>

18. Alain Coursaget, « La sécurité des activités d'importance vitale : premier bilan du SGDSN », *Sécurité et stratégie*, 2010, <https://www.cairn.info/revue-securite-et-strategie-2010-2-page-5.htm#>

19. « Prospection / exploration gazière et pétrolière », Connaissance des énergies.org, <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/prospection-exploration-gaziere-et-petroliere>

20. Pauline Beaud, « La sûreté des chantiers d'infrastructures pétrolières et gazières », *Sécurité et stratégie*, 2010/2, <https://www.cairn.info/revue-securite-et-strategie-2010-2-page-23.html>

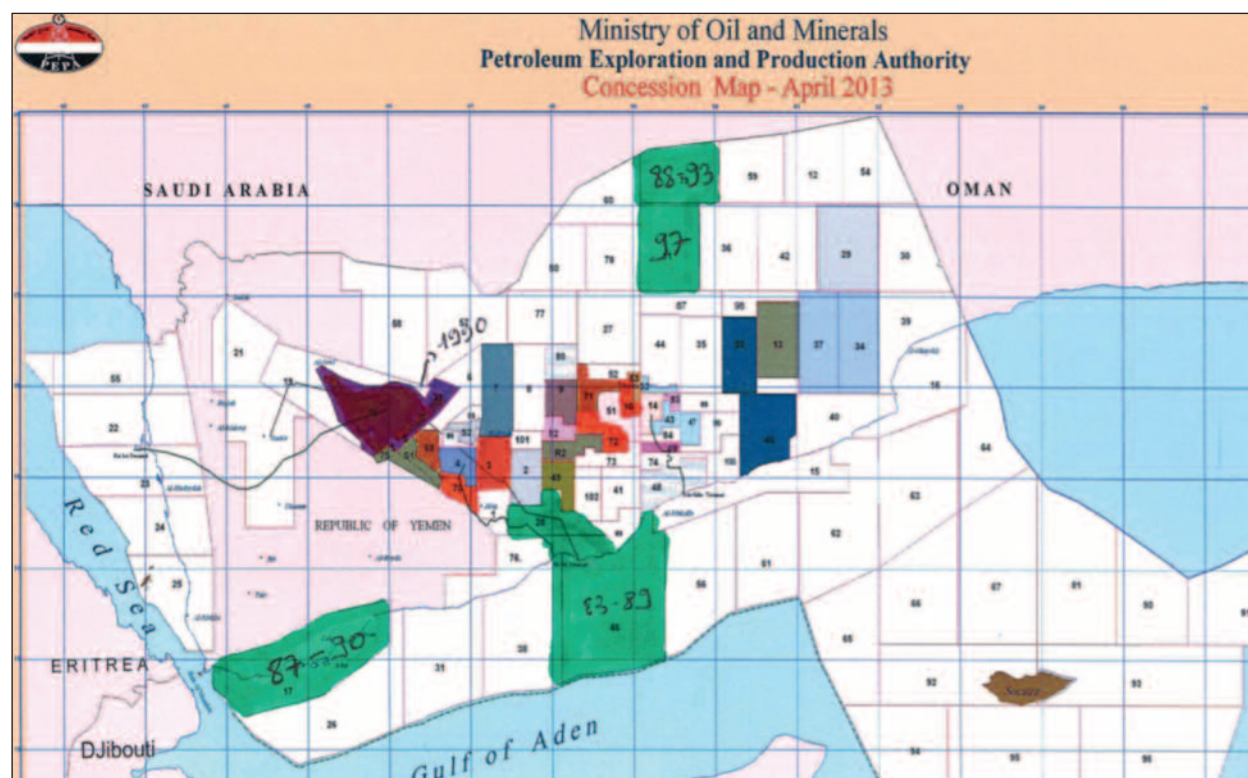
Jean-Claude Mallet, des plus hautes sphères ministérielles... à Total

Le parcours de Jean-Claude Mallet est symptomatique de l'imbrication des intérêts publics et privés, civils et militaires, qui définit tant la politique étrangère française. Il pointe la réalité du consensus gauche-droite dans la poursuite de cette politique. Le haut fonctionnaire est issu d'une grande famille de banquiers, dont les intérêts avec le secteur pétrolier sont patents (Schlumberger). Jean-Claude Mallet a tout d'abord accompagné la gauche mitterrandienne au pouvoir en étant conseiller au Quai d'Orsay, puis au ministère de l'Intérieur, jusqu'à prendre la tête du puissant Secrétariat général de la Défense nationale, notamment en charge des exportations de matériel de guerre (SGDSN) entre 1998 et 2004. Au nom de « l'ouverture à gauche » prônée par Nicolas Sarkozy en 2008, il sera à la tête du *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*¹ qui élabore la doctrine militaire de la France de 2009 à 2020. En 2012, il intégrera le cabinet du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian comme conseiller spécial, fonction qu'il poursuivra en 2017 au sein du ministère des Affaires étrangères après l'élection d'Emmanuel Macron. Il quittera son poste en 2019 pour entrer chez Total comme directeur des Affaires publiques. Selon *Le Monde*, Jean-Claude Mallet chapeaute « les relations du groupe pétrolier avec les pouvoirs publics en France et à l'international, ainsi que ses activités d'intelligence économique »².

1. http://archives.livreblancdefenseetsecurite.gouv.fr/2008/IMG/pdf/livre_blanc_tome1_partie1.pdf

2. Nathalie Guibert, Nabil Wakim, Marc Semo, « Total débauche l'ancien conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian », *Le Monde.fr*, 23 mai 2019, https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/05/23/total-debauche-l-ancien-conseiller-special-de-jean-yves-le-drian_5465891_3234.html

autour du Yémen en exploitant ses faiblesses. Elf et Total (qui absorbera la première en 2000) se positionneront sur les différents « conflits de frontière » à des périodes-clés ; les deux firmes déplaçant leurs « pions » en fonction des intérêts politiques de l'État français et des secousses sociales et géopolitiques du Yémen.



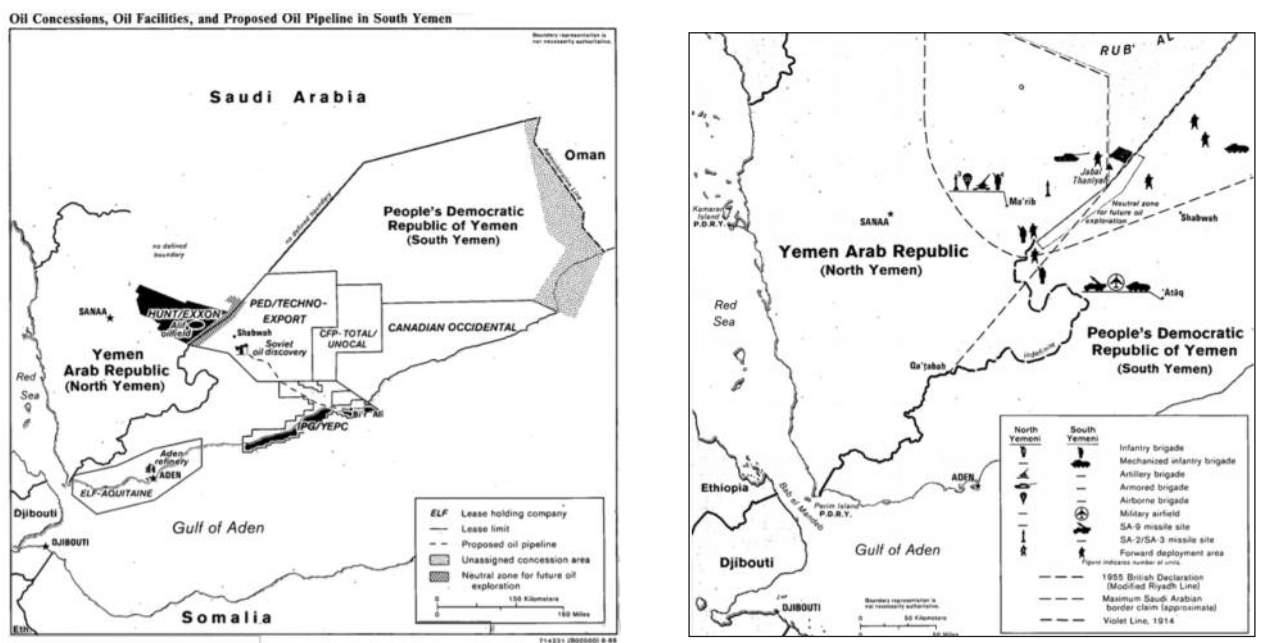
Carte des blocs pétroliers fournie par le ministre du Pétrole et des Minerais yéménite (annotée par l'Observatoire des armements)²¹. En rouge, les blocs actuellement détenus par Total. En vert, les blocs anciennement détenus par Elf/Total (avec les dates trouvées, parfois incomplètes, correspondant à la concession).

21. « Concession Map », avril 2013, ministère du Pétrole et du minerai, Yémen, <http://www.pepa.com.ye/Concession/concession%20map.htm>

1983-1990 • S'appuyer sur les divisions intérieures du Yémen

Dans les années 1980, il y a deux Yémen : le premier est une République depuis 1962 qui ménage ses relations avec les deux géants (États-Unis et URSS) ; le second est un régime socialiste sous l'influence d'une Union soviétique finissante. Les deux États sont rivaux et contestent leur frontière qui date des négociations entre l'Empire britannique et son homologue ottoman en 1873²². Ils sont également en concurrence dans l'exploitation du pétrole puisque les gisements les plus prometteurs sont très proches de la séparation entre les deux pays²³. Il est difficile de connaître les relations entre la France et le régime du Sud, tant les archives manquent mais, à la fin des années 1980, sur le volet pétrolier, elle se partage l'exploitation des ressources pétrolières du pays avec le Canada selon la CIA²⁴, l'agence de renseignement américaine.

En 1986, le Sud, sous influence soviétique, sort d'une guerre civile provoquée par une crise de régime au sein du parti au pouvoir. Cette crise, en partie catalysée depuis l'extérieur²⁵, dégénère en lutte de pouvoir entre les tribus de l'ouest du Yémen (Dhala, Yafeh) et celles de l'est (Abyan, Shabwah)²⁶. Elf Aquitaine va alors se saisir du bloc 17 à l'ouest à Aden²⁷, épice du régime en crise situé à proximité d'une base militaire russe²⁸. Quant à la société Total, elle va acquérir le bloc 10, une zone riche en pétrole mais, comme la CIA le mentionne, qui se situe à proximité des secteurs explorés par l'URSS²⁹.



Source : Central Intelligence Agency, 1988³⁰.

22. Michel Tuchscherer, « La formation d'un état : la République démocratique et populaire du Yémen (1839-1981) », <https://books.openedition.org/iremam/2342>

23. « South Yemen oil resources : the chimera of wealth », Central Intelligence Agency, septembre 1988, p. 3 <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP89S01450R000500500001-7.pdf>

24. « North and South Yemen, in search of unity », Central Intelligence Agency, 19 janvier 1990, p. 4 <https://fr.scribd.com/document/51196986/CIA-Study-on-Yemeni-Unification>

25. José Garçon, « La guerre fratricide au Sud-Yémen : la première épreuve de Gorbatchev », *Politique étrangère*, 1986, p. 477, https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1986_num_51_2_3582

26. José Garçon, *op. cit.*

27. « Block 17 (Aden-Abyan) », Ministère yéménite du pétrole et des minerais, <http://www.pepa.com.ye/Block%2017.pdf>

28. « La Russie ne divise pas les Yéménites en amis et en ennemis », *Kommersant.ru*, 21 février 2019, <https://www.kommersant.ru/doc/3890074>

29. « South Yemen oil resources : the chimera of wealth », Central Intelligence Agency, *op. cit.*, p. 18.

30. Central Intelligence Agency, 1988, *op. cit.*

En 1990, le Yémen se « réunifie », une opération encouragée par la communauté internationale qui provoque rapidement le ressentiment de la population du Sud. La réunification qui peut en effet s'assimiler à « une annexion du Sud par le Nord ». ouvre une nouvelle période de déstabilisation³¹. En effet, sans changement institutionnel, le Sud, qui concentre la majorité des réserves d'hydrocarbures, est condamné à être « dominé » politiquement car en infériorité numérique en cas d'élection (12 millions d'habitants au Nord contre 2 au Sud³²). C'est dans ce contexte que Total prendra en 1990 le bloc 5 situé vers Marib sur la bordure entre le Nord et le Sud, à l'endroit même où étaient postés l'artillerie, l'infanterie et les parachutistes de l'armée du Nord deux ans plus tôt³³.

La réunification en trompe-l'œil favorise les ingérences extérieures. L'effondrement du parti socialiste, sous influence soviétique, est remplacé par la montée en puissance d'autres courants : le parti Al-Islah dès 1990 ainsi que le courant autonomiste du Sud dès 1994 qui seront soutenus par l'Arabie saoudite. Si Riyad est soutenu par la France, le parti Al-Islah, proche des Frères musulmans, qui va progresser au sein du jeu institutionnel yéménite, va être qualifié d'« islamiste » par les autorités françaises. En 1994, la direction de la Surveillance du territoire (DST) française souligne que le Yémen possède des connexions avec des groupes terroristes du Maroc, d'Algérie ou de Tunisie³⁴. La même année, la presse française évoque la présence d'une « cinquième colonne islamiste » au Yémen³⁵. Lors d'une visite de deux jours au Yémen, François Mitterrand salue « la démocratisation du Yémen », un an avant le déclenchement de la guerre civile³⁶ en 1994 qui se solde par une victoire écrasante du Nord. S'ensuivra une période de purges et de pillages dont la population du Sud sera victime.

1985-2003 • Instrumentaliser les frontières avec l'Arabie saoudite

À partir des années 1980, la France va jouer des rivalités entre les différents régimes du Moyen-Orient pour mieux s'insérer dans la région, selon la volonté de François Mitterrand. Les liaisons, avec des régimes dotés d'une forte population chiite (Iran, Yémen), via notamment des ventes d'armes, feront l'objet de faire-valoir idéal pour mieux faire pression sur les leaders « sunnites » de la région³⁷. Au début des années 1990, Paris ne cessera d'afficher sa proximité avec le régime yéménite qui semble jouer une carte indépendante : défense de l'Irak de Saddam Hussein contre le Koweït, soutien à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) de Yasser Arafat. Surtout, le Yémen présente un « atout » non négligeable : il est voisin de l'Arabie saoudite.

C'est dans ce contexte qu'en 1988, Elf se voit attribué par Sanaa, à titre exploratoire, le bloc à la frontière avec l'Arabie saoudite³⁸. Ce bloc situé dans l'Hadramout (une autre province riche en pétrole du Yémen), qui est le versant sud d'un bassin beaucoup plus vaste situé au royaume saoudien est source de contestation entre les deux pays. En effet, les frontières entre les deux pays avaient été tracées par un agent britannique dans les années 1930, au moment où Londres et Paris remodelaient le Moyen-Orient.

En 1992 et 1993, Riyad envoie des courriers revendiquant sa souveraineté sur la zone disputée aux six compagnies pétrolières, dont Elf, qui détiennent un permis d'exploration dans la zone³⁹. La situation au Nord-Yémen s'envenime : enlèvements des membres du personnel de la compagnie, attaques à armes à feu, rançonnements⁴⁰... « Il m'est demandé de me servir de cette opération "manquée" pour ne pas laisser les Américains seuls en Arabie saoudite », justifie Loïk Le Floch-Prigent, le dirigeant d'Elf de l'époque⁴¹.

31. Ibid.

32. Luiza Toscano, « Guerre et unification militaire », *revue Rouge*, 1^{er} septembre 1994.

33. Central Intelligence Agency, 1988, *op. cit.*, p. 15

34. Eric Watkins, « Terror main weapon in Yemen war of political wills », *Financial Times*, 1^{er} juillet 1994, <https://library.sdsu.edu/sites/default/files/01-07-94%20FT.pdf>

35. « Yémen. Aden dénonce une "cinquième colonne" islamiste », *Le Monde*, 15 juin 1994, https://www.lemonde.fr/archives/article/1994/06/15/yemen-aden-denonce-une-cinquieme-colonne-islamiste_3820700_1819218.html

36. Youssef M. Ibrahim, *op. cit.*

37. Mouna Naïm, « Ryad fait du lobbying en faveur d'Aden », *Le Monde*, 24 juin 1994.

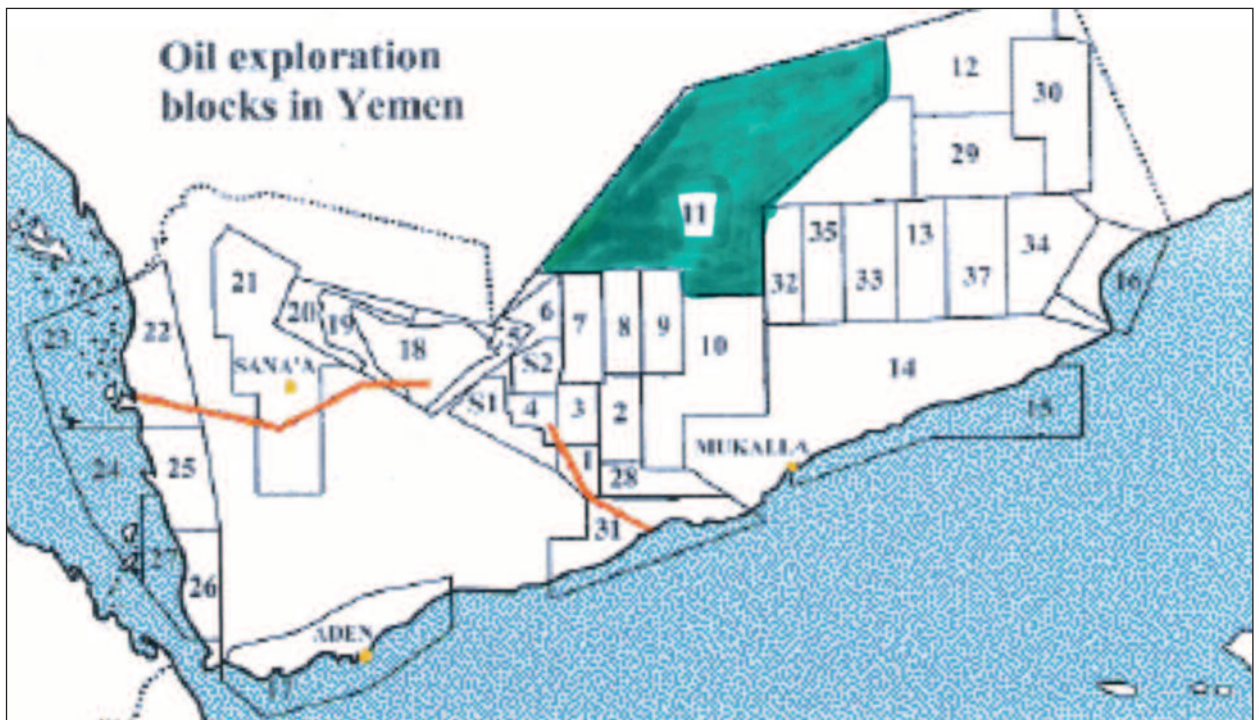
38. « Block 79 (North Al-Khadra) », ministère yéménite du Pétrole et des minerais, <http://www.pepa.com.ye/Block%2079.pdf>

39. Youssef M. Ibrahim, « Saudis using oil in yemeni dispute », *The New York Times*, 7 juin 1992, <https://www.nytimes.com/1992/06/07/world/saudis-using-oil-in-yemeni-dispute.html>

40. J.-P. Peroncel Hugoz, « M. Mitterrand s'est inquiété des incidences du conflit frontalier avec l'Arabie saoudite », *Le Monde*, 21 octobre 1993.

41. Loïk Le Floch-Prigent, « La confession de Le Floch-Prigent », *L'Express.fr*, 12 décembre 1996, https://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/la-confession-de-le-floch-prigent_492602.html

La France gèle ses opérations mais ne se découragera pas. À son crépuscule, en 1997, Elf, via une de ses filiales installées aux Pays-Bas amorce de nouvelles activités dans un périmètre révisé et beaucoup plus étendu au Nord-Yémen⁴².



Carte des blocs pétroliers du Yémen (1997) fournie par le site Al-Bab⁴³.
En vert, le bloc 11 (Sirr-Hazar) de la filiale de Elf aux Pays-Bas.

Trois ans plus tard, un Traité établit une nouvelle frontière mais l'Arabie saoudite n'abandonnera pas pour autant ses prétentions sur le Yémen. Paris jouera toujours sur cette « frontière » mais son « allié » sera Riyad et non plus le Yémen. En 2003, TotalFinaElf (qui aura fusionné avec Petrofina en 1999 et Elf en 2000) obtient une concession au Sud de l'Arabie saoudite, dans le désert de Rub'al-Khâli avec Shell⁴⁴. Cinq ans plus tard, les compagnies à la recherche de gisements de gaz auront l'impression d'avoir été « manipulées » par Riyad⁴⁵. En 2009, l'Arabie saoudite envahira le Nord du Yémen, officiellement pour lutter contre les Houthis qui envoient des roquettes. Nonobstant l'avis des États-Unis, Nicolas Sarkozy exploitera l'irréductibilité saoudienne : il va fournir des images satellitaires du Yémen en 2009⁴⁶. En 2011, la France préparera de nouveaux contrats d'armement avec l'Arabie saoudite qui concentre depuis quatre ans une partie de ses bombardements meurtriers sur les régions au Nord du Yémen⁴⁷.

La période 1995-2003 témoigne d'une inversion des rapports de force. En raison de la dépendance énergétique française, l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis deviendront des associés majeurs pour Total. Pensons au partenariat gazier établi avec Doha au milieu des années 1990, sous les auspices de Christophe de Margerie, alors directeur général de Total Moyen-Orient, qui va consolider durablement l'alliance

42. « Oil exploration blocks in Yemen (c.1997) », Al-Bab.com, <https://al-bab.com/oil-exploration-blocks-yemen-c1997>

43. Ibid.

44. « Les cahiers du Sictame », Syndicat Unsa-Total, février 2006, p.3, http://www.sictame-unsatotal.org/upload/cahiers/Cahiers_2006_02.pdf

45. Guy Chazan et Neil King jr, « Saudi Desert's Gas Mirage? », Wall Street Journal.com, 25 mars 2008, <https://www.wsj.com/articles/SB120646465208762755>

46. Aglaé Watrin-Herpin, « Les relations franco-saoudiennes sous le mandat de Nicolas Sarkozy », *Les Clés du Moyen-Orient*, 11 octobre 2017, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-relations-franco-saoudiennes-sous-le-mandat-de-Nicolas-Sarkozy-une-amitie.html>

47. Warda Mohamed, Tony Fortin, « Comment la France participe à la guerre contre le Yémen », *Orient XXI*, 12 septembre 2017, <https://orientxxi.info/magazine/comment-la-france-participe-a-la-guerre-contre-le-yemen,1990>

géopolitique française avec le petit émirat et orienter la firme sur de nouveaux terrains, comme le Yémen ou la Russie. Mais les pays du Golfe s'imposent aussi comme des clients d'armement et des investisseurs que les différents gouvernements français ne cesseront de courtiser⁴⁸. En retour, Sanaa, qui suscite toujours la méfiance de Riyad, sera plus perçue par la France comme « un État client » que l'« allié politique » d'hier avec lequel il semblait utile d'afficher un jeu diplomatique.

Elf et Total, en coordination avec l'exécutif français orientent leurs investissements dans des pays fragilisés comme le Yémen, donc perméables aux ingérences extérieures. Sur ces terrains, ils acquièrent des blocs qui ont une importante valeur géostratégique, c'est-à-dire qui leur permettent d'orienter la politique du pays hôte ou de ses concurrents. Se positionner sur un « conflit de frontières » leur permet ainsi d'acquérir du renseignement sur un État, les placent en position d'arbitre entre plusieurs parties et constitue un levier d'influence sur un territoire convoité pour sa situation géographique. Dans une étude, les services de renseignement américains donnent la méthodologie de l'instrumentalisation des frontières : « Utiliser son influence de [...] vendeur d'armes [par exemple] pour négocier le règlement d'une frontière et se donner la possibilité d'explorer et de développer la zone⁴⁹. » En ce sens, l'action d'Elf et de Total au Yémen est un moyen de capter une part de ses réserves d'hydrocarbures tout en instrumentalisant le pays dans le cadre de la géopolitique du Moyen-Orient.

Après l'acquisition des blocs, il faut bâtir l'infrastructure. L'exemple des aménagements du projet gazier Yemen LNG porté par Total et ses partenaires⁵⁰, validé en 2003 par le Parlement yéménite, pose question... En parallèle, Total poursuit ses acquisitions de blocs pétroliers dans la région de Shabwa, qui deviendra une des cibles de la guerre contre le terrorisme.

Comment les ventes d'armes sont-elles contrôlées ?

Le régime de contrôle est différent selon le type de matériel (biens militaires, armes civiles, explosives, biens à double usage). Pour le matériel de guerre, la Commission interministérielle sur l'étude des exportations de matériel de guerre (CIEEMG) se réunit régulièrement. Elle regroupe le ministère des Armées, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Économie et des Finances et les services du Premier ministre. Elle est présidée par le Secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) qui dépend du Premier ministre.

C'est le Premier ministre qui tranche, sur avis de la Commission. Le pouvoir décisionnel est donc entièrement entre les mains du pouvoir exécutif. Les parlementaires, qui n'ont pas accès aux informations sur les contrats d'armement classés « secret défense », ne peuvent pas savoir ce que la France livre exactement à ses partenaires étrangers. Le gouvernement leur adresse seulement un rapport annuel sur les ventes d'armes qui contient des données financières.

En raison de l'opacité du secteur, notons qu'il suffit parfois de jouer sur des spécificités techniques pour que le matériel ne soit pas considéré comme militaire. En effet, si d'autres types de catégories de biens existent, elles bénéficient d'encore moins de transparence, comme le régime des biens à double usage (biens à cheval entre le monde civil et militaire). Les innovations dans le secteur de la défense (imagerie, robotisation...) concernent prioritairement du matériel également utilisé par le civil (composants électroniques, drones, etc.) et qui tombent dans ce dispositif de contrôle encore plus faible. Cette évolution aggrave le défaut de contrôle et de transparence et favorise mécaniquement les intérêts de l'État français et des grandes sociétés d'armement.

Bref, le système de contrôle des exportations d'armes est le symptôme du pouvoir exorbitant de l'exécutif qui dispose d'une mainmise quasi-absolue sur les questions de défense. Une anomalie en Europe, au regard de nos voisins européens qui ont progressé sur le contrôle parlementaire des ventes d'armes (Allemagne, Suède, Pays-Bas, etc.). En janvier 2019, une mission d'information a été mise en route à l'Assemblée nationale pour réfléchir à la mise en place d'un tel dispositif, auquel le gouvernement s'oppose de longue date.

48. Voir, par exemple, les données sur les livraisons d'armes à l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dans le rapport au Parlement édité par le ministère de la Défense français en 1999, pp. 72-73, https://www.sipri.org/sites/default/files/research/armaments/transfers/transparency/national_reports/france/france_report_99.pdf

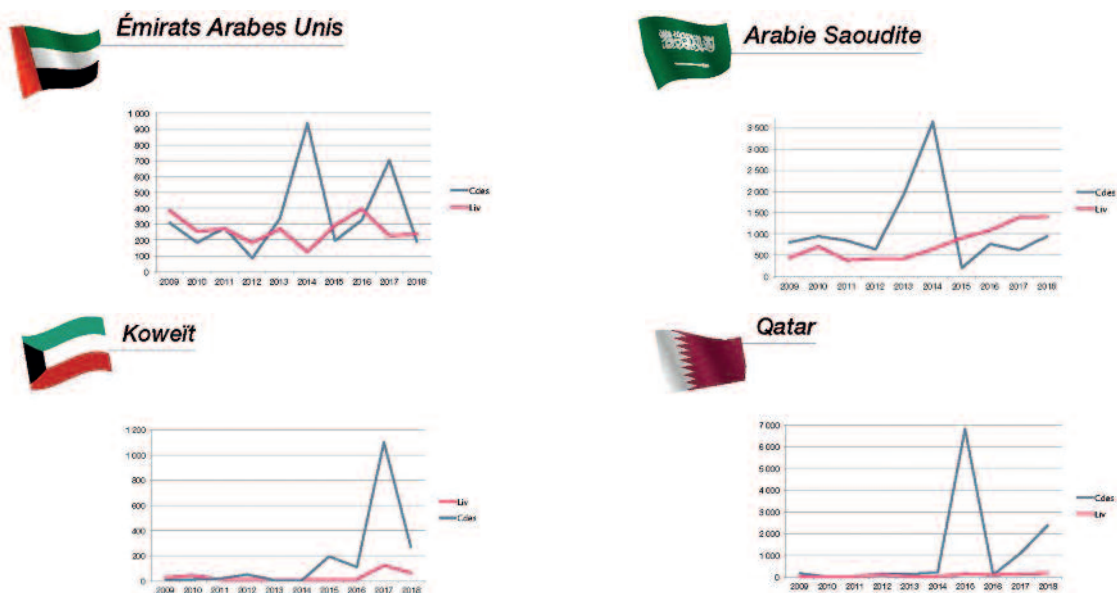
49. « South Yemen oil resources : the chimera of wealth », *op. cit.*, p. 14 <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP89S01450R000500500001-7.pdf>

50. Hunt Oil Company (17.22%), Yemen Gas Company (YGC; 16.73%), SK Corp. (9.55%), Kogas (6.00%), Hyundai Corporation (5.88%), and the General Authority for Social Security & Pensions of Yemen

Une explosion des ventes d'armes françaises au Moyen-Orient depuis 2014

Plusieurs types de données issues du rapport au Parlement sur les ventes d'armes peuvent être utilisées pour estimer les ventes d'armes de la France. Il est fait mention des licences, c'est-à-dire des autorisations politiques d'exportation données par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (Cieemg). Il s'agit de la première étape d'une relation entre l'État vendeur et l'État client (prospection), mais elle ne préjuge pas de l'exportation effective du matériel visé. Tout dépend des deux étapes qui suivent l'autorisation : la signature du contrat (« prise de commande ») et la ou les livraison(s) de matériel.

Sur une période de dix ans, 40 % des prises de commande sont dédiées aux pays du Moyen-Orient¹. L'Arabie saoudite, suivie du Qatar, de l'Égypte et des Émirats sont les plus importants clients de la France dans la région. Comme le graphique le montre, les prises de commande vers l'Arabie saoudite n'ont fait qu'augmenter depuis 2011 : de près de 500 millions d'euros en 2011 à 1,4 milliards en 2018. Le montant des prises de commande vers l'Arabie saoudite a explosé la veille de la guerre au Yémen à 3,6 milliards d'euros en 2014. Ces montants englobent le contrat Donas (2,4 mds €) officiellement destiné au Liban qui a été utilisé pour équiper l'Arabie saoudite dans sa guerre au Yémen².



Évolution des commandes (bleu) et des livraisons (en rouge) de 2009 à 2018 (en millions d'euros courants).
Source : Rapport au Parlement 2019 sur les exportations d'armement, ministère des Armées.

De 2009 à 2018, les livraisons vers les Émirats arabes unis oscillent entre 200 millions et 400 millions d'euros.

Quant au Koweït, il deviendra en 2017 le premier client de la France en raison de l'achat d'hélicoptères Caracal (1,1 milliard d'euros), qui n'ont pas été encore livrés.

Un nouveau programme d'armement est en cours avec sa politique d'exportation associée. Si le Qatar et l'Arabie saoudite manifestent leur intérêt pour la dernière génération de véhicules blindés français (VBCI), c'est le matériel naval français qui suscite le plus d'intérêt. La France a vendu plus de patrouilleurs maritimes en 2019 que ces 30 dernières années³. Tout porte à croire que la vente de cet armement est liée au contrôle du golfe d'Aden, de la mer Rouge, de l'océan Indien (zone de passage des marchandises, surveillance des câbles sous-marins) et aux projets de surveillance des futures installations de pétrole et gaz en offshore.

Enfin, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont des contributeurs importants du G5 Sahel, situé dans la zone d'influence française (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) qui vise à équiper les forces armées de ces pays en matériel militaire. Les achats de l'Arabie saoudite sont censés porter sur du matériel militaire français.

1. « Exportations d'armement : le rapport au Parlement 2019 », ministère des Armées, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/exportations-d-armement-le-rapport-au-parlement-2019>

2. Warda Mohamed, Tony Fortin, « Comment la France participe à la guerre contre le Yémen », Orient XXI, 12 septembre 2017, <https://orientxxi.info/magazine/comment-la-france-participe-a-la-guerre-contre-le-yemen>, 1990

3. Vincent Lamigeon, « La vérité sur... le contrôle des ventes d'armes en France », Challenges.fr, 15 septembre 2019, https://www.challenges.fr/industrie/la-verite-sur-le-contrôle-des-ventes-d-armes_674431

2007-2019

La conquête et l'emprise

2007-2015 • Pendant la guerre contre le terrorisme, prises de contrôle de zones-clés à Shabwa

À cette époque, le Yémen redevient le terrain de jeux des grandes puissances, en raison du trafic maritime dans le golfe d'Aden et la mer Rouge qui ne cesse de progresser⁵¹. De nouvelles explorations ont permis la détection de réserves massives de pétrole et gaz en onshore et offshore dans le triangle somalien qui couvre le Yémen et la Corne de l'Afrique⁵². Les avancées technologiques dans le domaine des forages offshore permettent à l'industrie fossile de se lancer concrètement dans une nouvelle phase d'exploration⁵³. La France, en perte d'influence en Afrique, exploite le repli américain au Moyen-Orient pour étendre ses positions dans la région. Paris y détient deux bases officielles : Djibouti, Abu Dhabi — témoignage d'un renforcement de la coopération militaire avec les Émirats arabes unis. L'activisme conjugué de Nicolas Sarkozy, président de la République et de Christophe Margerie, devenu le PDG de Total en 2007, auprès du Qatar — qui deviendra actionnaire de la firme — et des Émirats arabes unis amorce un réel tournant pour la place de la France au Moyen-Orient.

En 2010, le ton change vis-à-vis du Yémen. Au cours d'une audition au Sénat, un représentant du ministère de la Défense présente le pays comme « un foyer de l'islamisme radical » : « On peut espérer que les pays voisins prennent en compte la menace que pourrait représenter un État failli au Yémen, et agissent avec le soutien de la communauté internationale » énonce-t-il⁵⁴. La guerre contre le terrorisme justifiera l'intervention des forces étrangères, à mesure que le discrédit pèse sur l'autorité centrale yéménite, accusée de duplicité avec les groupes armés islamistes, et que l'instabilité s'étend dans le Sud du pays⁵⁵. C'est d'ailleurs à ce moment que le mouvement sécessionniste revient au premier plan.

Au nom de la coopération antiterroriste, la France met la main sur l'appareil sécuritaire yéménite. Elle va ainsi former « la police, les forces armées et les forces spéciales⁵⁶ ». Cette « aide » place le Yémen sous l'influence directe de ses bailleurs de fond, Total étant le premier investisseur privé du pays. L'exécutif français jouera par ailleurs le rôle d'intermédiaire entre les pays du Golfe dans l'organisation d'exercices militaires ayant pour trame de fond « la sécurité du Yémen »⁵⁷.

51. « Oil trade off Yemen coast grew by 20% to 4.7 million barrels per day in 2014 », US Energy Information administration, 23 avril 2015, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=20932>

52. « Yémen - Les recherches sur les gisements dans le sud et l'est du pays ont confirmé la présence d'importants volumes de réserves de pétrole et de gaz. », Geonews.com.ua, 23 avril 2015, <http://geonews.com.ua/news/detail/jemen-issledovaniya-mestorozhdenij-na-yuge-37667>

« Oil Search's activities in Yemen », Oil search Limited, 20 septembre 2005, https://www.oilsearch.com/__data/assets/pdf_file/0012/2154/050920-MENA-447859c5-83db-4724-a536-c12a8892b42b.pdf
Jakob Grandjean Bamberger and Kristian Skovsted, : Concessions and Conflicts: Mapping Oil Exploration in Somalia and Ethiopia, DIIS Working Papers 2016 :2, p.12 http://pure.diis.dk/ws/files/576720/DIIS_WP_2016_2.pdf

53. Paul Burkhardt, « Total's venture into South Africa's deep water proves treacherous », Worldoil.com, 26 mars 2019, <https://www.worldoil.com/news/2019/3/26/totals-venture-into-south-africas-deep-water-proves-treacherous>

54. « Situation en Somalie — Audition de M. Cyril Robinet, chargé de mission Afrique de l'Est à la Délégation aux affaires stratégiques », Sénat, 20 octobre 2010, <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20101018/etr.html>

55. De plus, l'Arabie saoudite, à l'instar d'Abu Dhabi et du Qatar, financent des tribus yéménites en fonction de leurs intérêts depuis longtemps, selon les analystes de l'agence privée américaine de renseignement Stratfor. « Re: ANALYSIS FOR COMMENT - Yemen's tribal troubles », Stratfor, The Global Intelligence files, Wikileaks.org, 2012, https://wikileaks.org/gifiles/docs/18/1836449_re-analysis-for-comment-yemen-s-tribal-troubles-.html ; « INSIGHT - YEMEN - Ali Mohsen comes to the negotiating table, Houthis, AQAP, etc », Stratfor, 11 mars 2013, https://wikileaks.org/gifiles/docs/40/4046955_insight-yemen-ali-mohsen-comes-to-the-negotiating-table.html

56. « France urges comprehensive approach to Yemen », câble diplomatique américain, Wikileaks.org, 13 janvier 2010, https://wikileaks.org/plusd/cables/10PARIS47_a.html

57. « Gulf countries : a growing priority for France », câble diplomatique américain, Wikileaks.org, 8 août 2009, https://wikileaks.org/plusd/cables/09PARIS1102_a.html

Un câble diplomatique américain révélé par Wikileaks nous indique également que la France et le Koweït, qui partagent des intérêts pétroliers au Yémen, vont étudier un projet d'aide financière à Sanaa⁵⁸, une synergie qui débouchera plus tard sur des contrats d'armement — le Koweït sera le premier client de la France en 2017.

Le mariage géostratégique mêlant investissement dans les hydrocarbures (contrat sur le gaz russe signé en 2009) et armement (signature du contrat sur les Mistral en 2011) a moins de succès avec Moscou. À cette époque, est discutée l'éventualité d'un ralliement de Gazprom au projet gazier de Yemen LNG, en tandem avec les Saoudiens⁵⁹. Un engagement qu'il faut resituer dans le cadre plus général d'un projet de partage du Moyen-Orient entre la France et la Russie⁶⁰. Le projet chancèlera⁶¹ au bénéfice de la coalition avec les États-Unis, mais il pointe en tout cas le rôle central de la France au Yémen à cette période.

Cette montée en puissance se traduit dans les faits. Au moment de la guerre contre le terrorisme, les frappes de drones américaines se multiplient contre Marib, Shabwa et l'Hadramout, au cœur des zones riches en hydrocarbures du pays⁶². Total va alors étendre ses positions dans la région. De 2007 et jusqu'en 2012, l'entreprise devient opérateur du bloc 70 et acquiert deux nouvelles participations (69 et 3)⁶³. On peut comprendre ce qui intéresse Total : Bir Ali, le terminal d'exportation pétrolier à Shabwa est situé à proximité de Balhaf, son site de liquéfaction de gaz. Le terminal et le pipeline se situent directement dans sa zone de contrôle ; elle n'aura donc pas à répliquer les opérations de sécurité.

Ces acquisitions peuvent s'interpréter comme un encerclement des ressources de Shabwa, une prise en étau par l'ouest (bloc 69), le sud (bloc 70) et l'est (bloc 3), conférant ainsi une surpuissance à Total. L'entreprise répète la même stratégie dans l'Hadramout, l'autre province riche en pétrole, en obtenant la concession du bloc 72 en tant qu'opérateur en 2010 et une participation dans le bloc 71 (à l'ouest) alors qu'elle possède le bloc 10 (à l'est). Avec deux blocs en production et cinq en exploration, cumulés à l'exploitation du gaz, la France est en capacité d'exploiter le Yémen à son profit. En 2015, Yemen LNG, le projet gazier dont Total est l'opérateur, génère jusqu'à 40 % des recettes budgétaires du pays⁶⁴.

Une base qui ne cessera de se « fortifier »

À cette période — qui correspond à la présidence de Christophe de Margerie —, la firme ne fera pas qu'acquérir de nouvelles positions au Yémen. En accord avec le contrat validé par le Parlement yéménite en 2003, Total démarre en 2009 son activité de production de gaz à Balhaf, situé dans le gouvernorat de Shabwa. Le port situé tout au sud du Yémen⁶⁵ présente toutes les caractéristiques d'une zone militaire, avec des points

58. Ibid.

59. « UPDATE 1-Gazprom eyes Hunt Oil stake in Yemen LNG project », Reuters, 30 juin 2010, <https://www.reuters.com/article/gazprom-yemen-idUSLDE65T26020100630>

« Gazprom Delays Hamper Plans for Hegemony », *The Moscow Times*, 4 août 2010, <https://www.themoscowtimes.com/2010/08/04/gazprom-delays-hamper-plans-for-hegemony-a397>

60. La Russie avait un projet concret : le partage du Moyen-Orient, incluant le golfe Aden avec la France, composante de la politique étrangère russe construite par Yevgeny Pramatov (le ministre de la Défense russe en 1996) dans le cadre du retour programmé de Moscou au Moyen-Orient.

61. L'intervention menée par la France en Libye qui s'est réalisée au détriment de la Russie, et la position française sur la Syrie obscurciront la coopération franco-russe qui reposait sur le pacte d'un « partage » au Moyen-Orient. En 2014, l'invasion de la Crimée par la Russie, l'accident d'avion suspect de Christophe Margerie et l'annulation du contrat sur les Mistral la scelleront définitivement ; les contrats en matière énergétique seront maintenus, mais le retour de Moscou au Yémen sera compromis. Paris se retrouvera opposé à Moscou sur le dossier syrien, ukrainien et « en concurrence » sur le territoire africain.

62. Azmat Khan, Sam Bailey et Jason Breslow, « Interactive Map: America's War in Yemen », PBS.org, 11 décembre 2014, <https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/foreign-affairs-defense/al-qaeda-in-yemen/interactive-map-americas-war-in-yemen/>

63. « Yémen : Total acquiert une participation dans le permis d'exploration Bloc 3 et en devient l'opérateur », communiqué de presse de Total, 5 mars 2012, <https://www.total.com/fr/medias/actualite/communiqués/yemen-total-acquiert-une-participation-dans-le-permis-dexploration-bloc-3-et-en-devient-loperateur>

La firme gagnera aussi une participation à l'est dans le bloc 72 dans l'Hadramout.

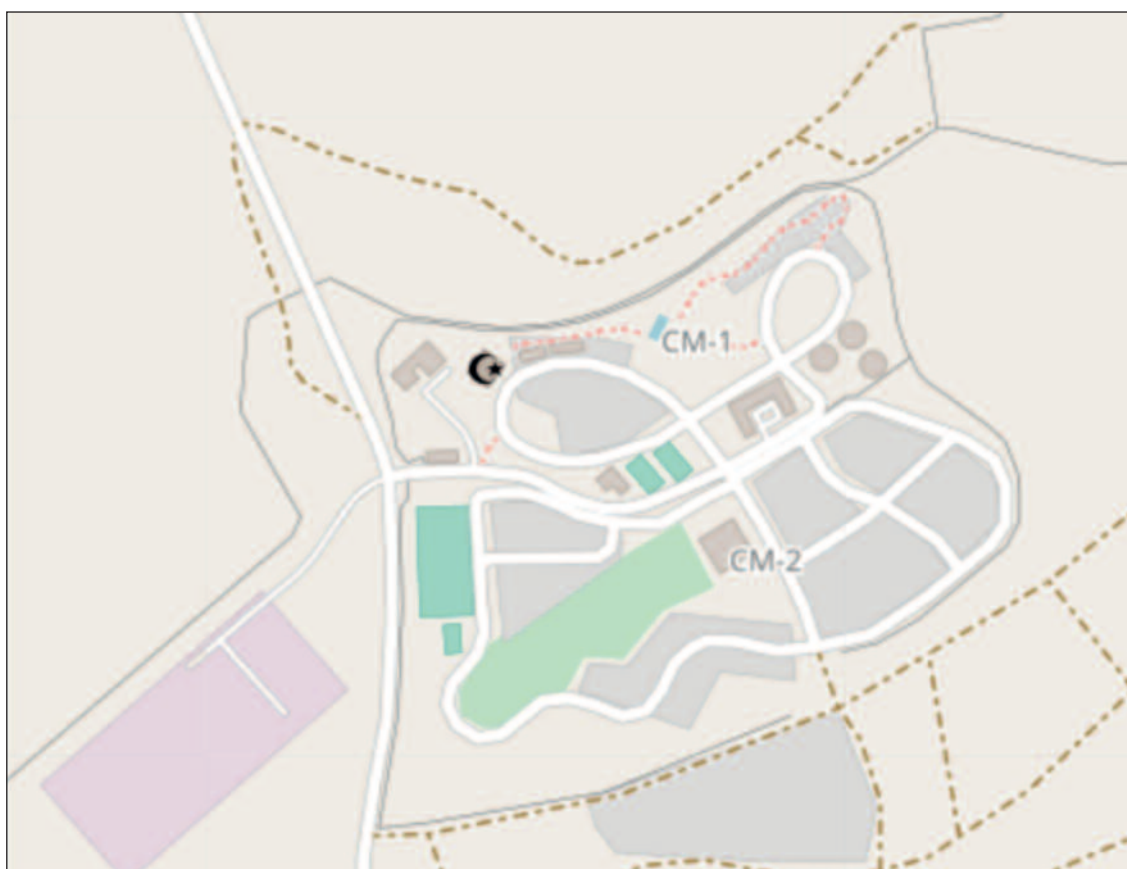
Azmat Khan, Sam Bailey, Jason Breslow, « Interactive Map: America's War in Yemen », 29 mai 2012, <https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/foreign-affairs-defense/al-qaeda-in-yemen/interactive-map-americas-war-in-yemen/>

64. Anne Feitz, « Total, premier investisseur privé au Yémen », *Les Échos*, 26 mars 2015, <https://www.lesechos.fr/2015/03/total-premier-investisseur-prive-au-yemen-247124>

65. La position du port est très stratégique. Outre la proximité d'Ataq, il est situé à côté d'une voie de navigation maritime qui relie la région d'Ataq au port de Mina Al Dhaba. Ce port non déclaré sert vraisemblablement à des opérations militaires ou fait office de zone de transport-bis des matières premières en cas d'imprévu ou de conflit.

d'observation ou miradors⁶⁶, des capteurs et caméras pour détecter les intrusions et des checkpoints. Comme dans une base militaire, les routes dessinent un parcours en boucle restreinte qui facilite les patrouilles et permet l'installation de « points de contrôle » sur les axes extérieurs.

Le site Yemen LNG à Balhaf regroupe une usine de liquéfaction de gaz, un pipeline pour l'alimenter depuis les réserves du champ Marib et un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). La multinationale française est le principal actionnaire du consortium Yemen LNG avec 39,6 % du capital, aux côtés d'entreprises yéménites, coréennes et japonaises⁶⁷. Initialement, le site devait permettre d'exporter 6,7 millions de tonnes de gaz par an depuis le port de Balhaf⁶⁸.



Source : [Maritimelglobalsecurity.org](https://www.maritimelglobalsecurity.org/)⁶⁹

Le port de Balhaf dispose à la fois d'un accès « terre » (des routes), « mer » (un port) et « aérien » (un aéroport et un hélicoptère). Il nécessite une sécurisation de l'espace aérien via des drones ou hélicoptères, son périmètre s'étalant sur un espace de plusieurs kilomètres. Comme dans toute zone qui gère des hydrocarbures, il y a énormément de bâtiments logistiques : appareillage, sécurité, soins. « *Si quelqu'un brûle, il faut le soigner sur place car on ne peut faire des dizaines de kilomètres* » explique un expert. Le site gazier de Balhaf est une ville dans la ville. Cette configuration l'isole du reste du territoire, à l'instar d'un camp ou d'une base militaire.

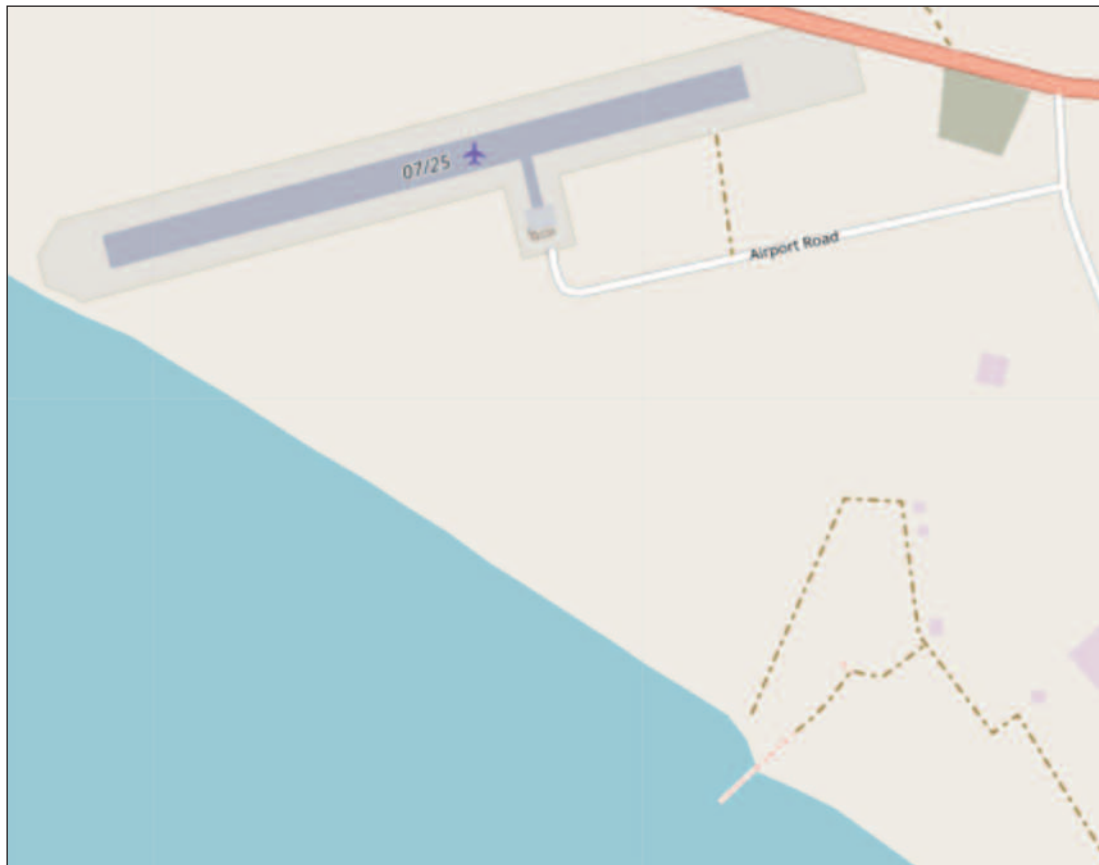
Il faut donc comprendre que le site doit être configuré « pour voir arriver l'ennemi ». À ce titre, le port comprend deux zones de repli permettant une mise à l'abri et une évacuation du personnel en cas d'attaque du site. Le secteur à l'ouest est en effet doté de son propre quai pour des « manœuvres parallèles » ou « d'urgence ».

66. Cf. Annexe 7, p. 47.

67. http://www.yemenlng.com/ws/en/go.aspx?c=yln_g_share

68. « FACTBOX – five facts about Yemen LNG », Reuters, 15 octobre 2009, <https://uk.reuters.com/article/lng-yemen-total-idUKL959162220091015>

69. <https://www.maritimelglobalsecurity.org/>



Source : Maritimelobalsecurity.org

Balhaf présente donc des spécificités idéales pour loger des « camarades de business » ou accueillir des activités « annexes » en temps de conflit.

Total marche main dans la main avec l'État français et doit recourir à une liste de prestataires qualifiés par l'État⁷⁰ (comme le constructeur Egis qui a construit les quais). Quand elles opèrent dans des zones dites « à risque », les multinationales du pétrole et gaz engagent des sociétés d'analyse des risques qui réalisent une évaluation continue de la situation sécuritaire du pays. Elles élaborent également un « périmètre de protection » autour des infrastructures, recherchent du personnel ou des sous-traitants en matière de sécurité, sélectionnent du matériel militaire ou à double usage. Cette mission de conseil est assurée par la société militaire privée française Risk&co⁷¹.

De 2010 jusqu'à l'intervention de la coalition arabe au Yémen, la base est « fortifiée » à plusieurs reprises.

En 2012, par exemple, un avion Cessna est repéré sur l'aéroport du site. Dans le contexte yéménite, ces avions « de tourisme », à l'origine civils, peuvent être blindés de technologie militaires⁷², ils sont utilisés par les autorités yéménites, la France ou les États-Unis (cf. annexe 1).

En 2014, à l'approche de l'intervention saoudienne au Yémen, une série de travaux est menée pour rehausser le niveau de sécurité du site. Une zone de repli est fortifiée⁷³, un entrepôt d'explosifs est construit⁷⁴ et, selon un témoignage, les forces de sécurité du site disposent d'un contrôle visuel élargi à la baie de Balhaf.

70. « Cybersécurité des OIV : quelles obligations dans le cadre de la loi de programmation militaire ? », Sentryo, 10 octobre 2017, <https://www.sentryo.net/fr/oiv-obligations-loi-de-programmation-militaire/>

71. Vincent Lamigeon, « Le groupe de sécurité français Risk&Co est à vendre », Challenges.fr, 21 novembre 2018, https://www.challenges.fr/entreprise/le-groupe-de-securite-francais-risk-co-est-a-vendre_627443

72. « Yemen Light Observation Aircraft ISR/DataLink », Cessna, Wikileaks, 8 mars 2013, https://wikileaks.org/yemen-files/document/2013/20130305_Cessna_Light_Observation_Program/page-1/#pagination

73. Cf. Google satellite.

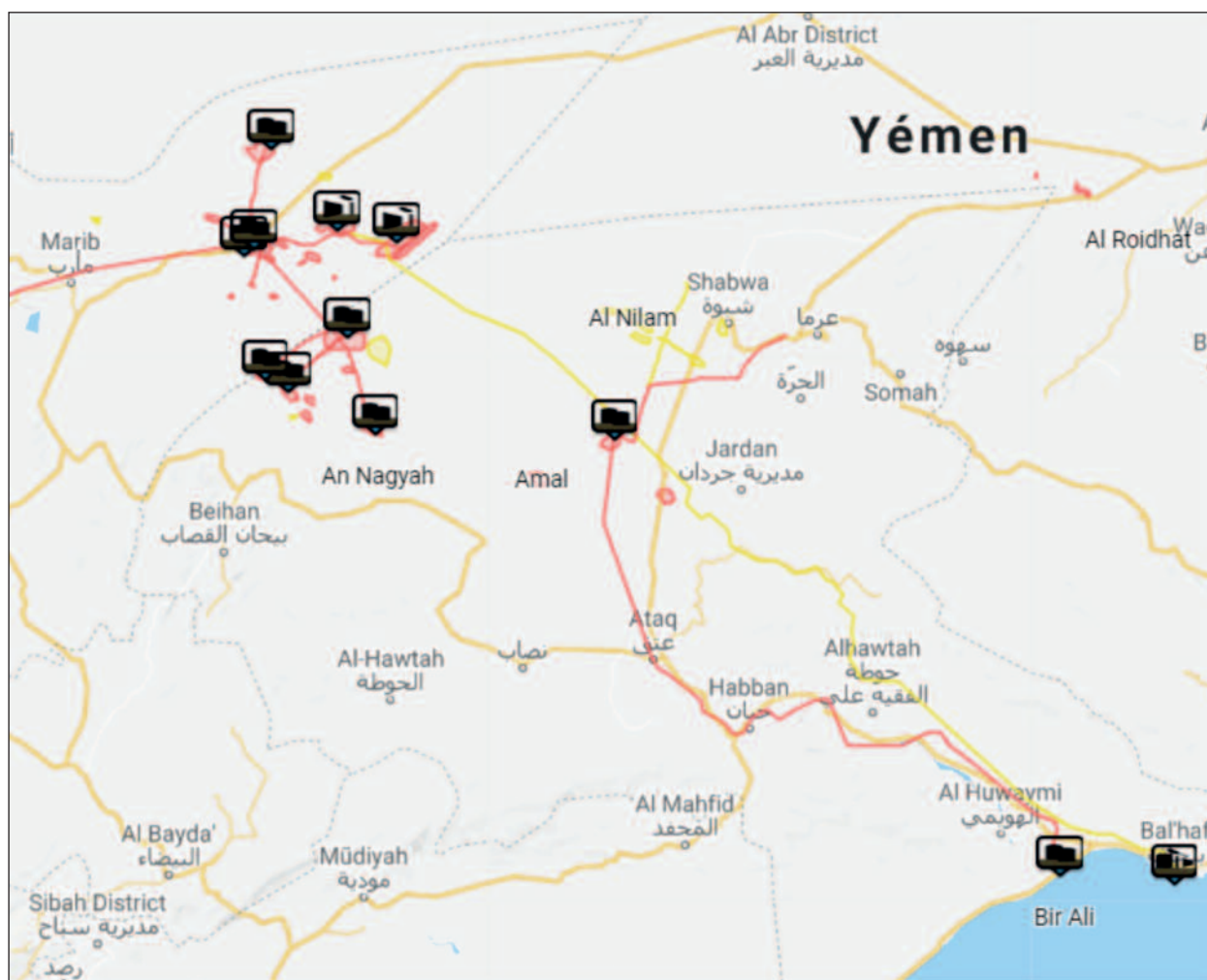
74. Cf. Google satellite.

Des routes sous contrôle

Total quadrille aussi les routes qui permettent de surveiller l'usine de liquéfaction ainsi que les pipelines. Sur la portion de route Jilah-Bir Ali concernée par le site de Total, on assiste en 2009 à la mise en place de ce qui apparaît, vu du ciel, comme des démarcations opérationnelles⁷⁵. Autour de 2013, la sécurité se renforce et celles-ci laissent place à des checkpoints⁷⁶.

Au-delà de l'entourage du site protégé, Total s'empare en 2008 du secteur pétrolier 70 nommé Ataq, une position stratégique à l'intersection des routes menant aux champs pétrolifères de Shabwa et Marib⁷⁷.

Ataq, capitale du gouvernorat de Shabwa, est dotée d'un aéroport militaire⁷⁸. C'est un rond-point où se croisent les différentes forces géopolitiques impliquées dans la gestion des champs d'hydrocarbures adjacents. Le contrôle d'Ataq est vital pour leur surveillance et met la France en position de force par rapport aux États concurrents (Knoc, Corée du Sud ; OMY, Autriche ; Oxy, États-Unis). C'est aussi une zone stratégique dans le partage Nord-Sud du pays. En 1988, les forces militaires du Yémen du Sud y étaient postées ; Elf détenait alors un permis



Source : *Oil and Gas infrastructure, 2012*⁷⁹.

75. Cf. annexe.

76. Ibid.

77. Ministère yéménite du Pétrole et des minerais, carte des concessions, avril 2013, <http://www.pepa.com.ye/Concession/concession%20map.htm>

78. Voir : <https://skyvector.com/>

79. « Oil and Gas Infrastructure », *Oilandgasinfrastructure.com*, 2012, <http://www.oilandgasinfrastructure.com/home/oilandgasmiddleeast/yemen>

d'exploration à proximité d'Ataq (bloc 28, Nord Balhaf)⁸⁰. Par ailleurs, pendant la guerre civile de 1994, Ataq joua un rôle important dans le ravitaillement des armées du Nord⁸¹. Bref, il s'agit militairement parlant d'un point d'appui, c'est-à-dire un point de ralliement depuis la base de Balhaf qui se situe proche de la zone d'intervention (les pipelines et champs d'hydrocarbures). En 2009, un checkpoint est présent à Ataq.

Cette militarisation intervient alors que les compagnies pétrolières dont Total font face à de multiples foyers de contestation dans la région d'Ataq : des citoyens n'acceptent pas la faible redistribution de la rente liée à l'exploitation des hydrocarbures et bloquent les flux et voies de communication : fermeture des routes, saisie des véhicules des compagnies, sabotage des pipelines⁸².

La militarisation du golfe d'Aden, de la mer Rouge

De façon similaire, la protection des côtes maritimes bordant le site de Balhaf est soumise à un cahier des charges « militarisé ». Les gardes-côtes de l'État yéménite, un ensemble de sociétés militaires privées, et la marine yéménite se partagent cette mission⁸³. Total étant le leader du projet Yemen LNG, on y trouve encore l'empreinte française. Des commandos navals français seront dépêchés en 2009 pour former les gardes-côtes du consortium⁸⁴. Quelques années plus tard, des sociétés militaires privées françaises en matière maritime comme Pro-Risk⁸⁵ (2011) ou Surtymar⁸⁶ (2010) interviendront à Balhaf.

En 2014, une loi française permettant l'armement des sociétés militaires privées officiant en mer est votée ; le groupe Pro-Risk obtiendra son agrément en juin 2015⁸⁷, peu après le début de l'intervention de la coalition arabe au Yémen. Cette présence militaire française s'ajoute à Atalante, la mission européenne chargée de la lutte contre la piraterie qui sillonne le golfe d'Aden et l'océan Indien depuis 2009.

Dans la région, plusieurs points d'appui maritimes historiques peuvent être utiles à la France : Djibouti ; Berbera dans le Somaliland, sous contrôle des Émirats arabes unis, mais où la France bénéficie de relais historiques, en raison de l'implantation passée de Total⁸⁸ et Bolloré⁸⁹, Massawa en Érythrée, le port de Xiis en Somalie et l'île de Socotra au Yémen.

Ajoutés aux interventions d'autres puissances, ces dispositifs et positionnements contribueront à la militarisation du golfe d'Aden et de la mer Rouge, bien avant le blocus maritime du Yémen par la coalition arabe.

En dehors du contrôle de cette zone cruciale de passage des marchandises, cette militarisation dévoilera un nouveau jeu gazo-pétrolier.

En 2014, selon le journaliste indépendant Mohamed Al-Absi, décédé en 2016 d'un empoisonnement⁹⁰, un accord signé entre Total et le gouvernement yéménite prévoyait l'attribution de six blocs offshore supplé-

80. Central Intelligence Agency, 1988, *op. cit.*, p. 15.

81. Guerre civile yéménite de 1994, Wikipedia.fr, https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_y%C3%A9m%C3%A9nite_de_1994#cite_note-28

82. « Tribal confrontations, royg headaches cause Occidental Petroleum to mull Yemen pull-out », câble diplomatique américain, 17 juin 2009, Wikileaks.org, https://wikileaks.org/plusd/cables/09SANAA1121_a.html
« Yemen LNG confirms Pipeline sabotage », Europétrole, 27 septembre 2012, <https://www.euro-petrole.com/yemen-lng-confirms-pipeline-sabotage-n-i-6616>

83. Bernard Lugan, *Atlas historique de l'Afrique*, Éditions du Rocher, 2018, p. 95 et p. 117.

84. « Yemen : oil minister (overly ?) optimistic on reserves, refineries, FDI », Wikileaks, 9 février 2009, https://wikileaks.org/plusd/cables/09SANAA227_a.html

« Yemen : natural gas launch plagued by delays, royg mismanagement », 8 juin 2009, Wikileaks.org, https://wikileaks.org/plusd/cables/09SANAA1064_a.html

85. Site de la société Pro-Risk, <https://www.groupe-prorisk.com/surete-maritime-portuaire.php>

86. Page de la société Surtymar, <http://surtymar.com/fr/personnel-french/>

87. « Piraterie : trois sociétés de protection privées agréées », *Le Marin*, 16 juin 2015, <https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/22226-lutte-contre-la-piraterie-trois-societes-privées-agreées>

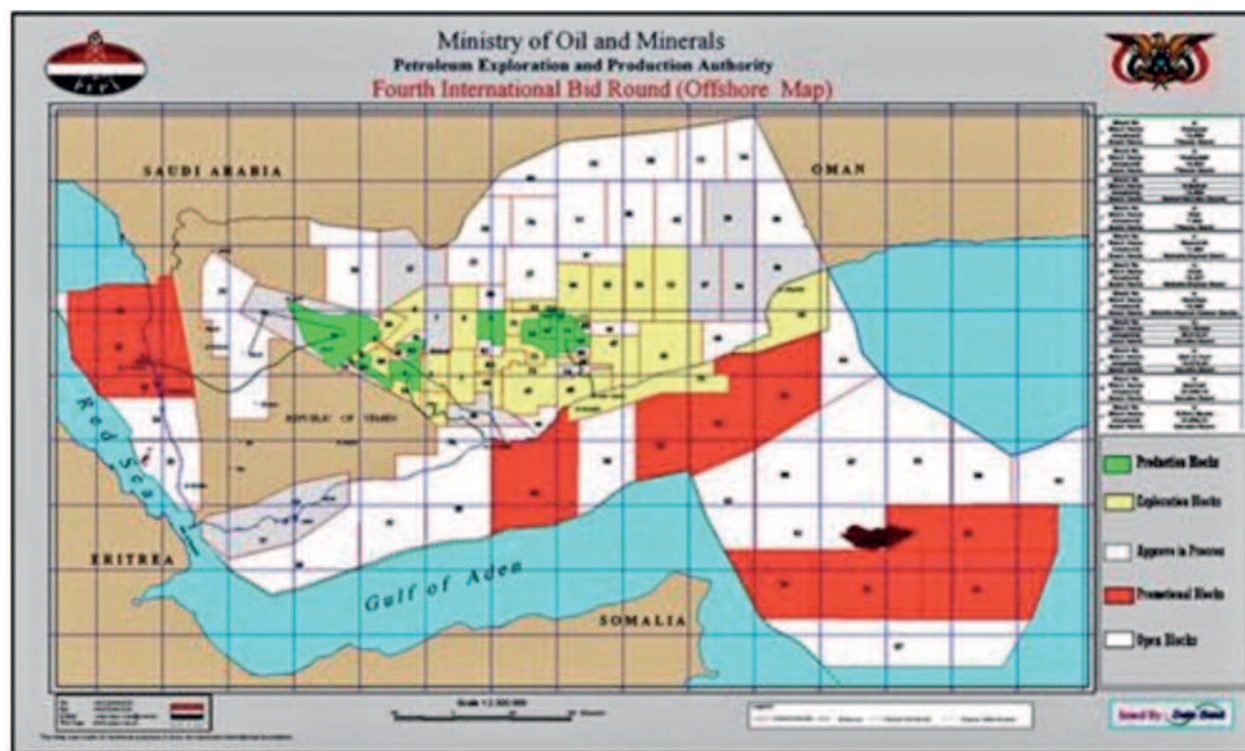
88. Rapport annuel de TotalFina, 1999 p. 24, https://www.bnains.org/archives/communiqués/Total/20000414_Document_de_reference_1999_TotalFina.pdf

89. Nicolas Hénin, « Le miracle du Somaliland », *Le Point.fr*, 15 juillet 2010, https://www.lepoint.fr/monde/le-miracle-du-somaliland-15-07-2010-1217525_24.php

« Somaliland: President Silanyo On Official Visit To France », Unpo.org, 20 juin 2014, <https://unpo.org/article/16766>

90. « Yemen: Call for independent probe into journalist's poisoning », *Reporters without borders*, 9 février 2017, <https://rsf.org/en/news/yemen-call-independent-probe-journalists-poisoning>

mentaires : trois dans le golfe d'Aden et trois en mer Rouge. Le journaliste s'étrangle : « C'est le point le plus dangereux de cet accord [...] parce qu'il révèle que les ambitions de Total et sa volonté de contrôler les ressources énergétiques du Yémen sont illimitées⁹¹. » En dehors de l'exploitation des ressources « offshore » prometteuses de l'ex-« Arabie heureuse », que cela concerne la baie de Balhaf⁹² ou l'île de Socotra⁹³, cette négociation révèle que la France a un agenda plus large, qui englobe le golfe d'Aden et l'océan Indien.



Source : ministère yéménite du Pétrole et des minerais, 2013.

À partir de 2013, fortes de ses avancées technologiques dans le domaine du forage offshore⁹⁴, Total se place sur des blocs maritimes dans l'océan Indien : en Afrique du Sud⁹⁵, au Kenya⁹⁶ et Mozambique⁹⁷. L'entreprise peut compter sur de vastes extensions de ses avoirs dans les terres intérieures en conflit : au Sud-Soudan⁹⁸,

91. Mohameh Al-Absi, « Top secret : Total et les Houthis se lancent dans la course au contrôle du secteur pétrolier le plus important et le plus prospère du Yémen », 19 décembre 2014, http://mohamedalabsi.blogspot.com/2014/12/blog-post_19.html

92. Somaliland extends bid round for hydrocarbon exploration, Off-shoremag.com, 17 juin 2009, <https://www.offshore-mag.com/geosciences/article/16788395/somaliland-extends-bid-round-for-hydrocarbon-exploration>

93. S. M. Richardson, W. F. Bott, B. A. Smith, W. D. Hollar, P. M. Bermingham, « A New Hydrocarbon "play" area offshore Socotra Island, Republic of Yemen » in *Journal of Petroleum Geology*, vol. 18, n° 1, pp. 5-28, 1995, http://archives.datapages.com/data/jpg/V018/N001/005_028.HTM?doi=10.1306%2F9AB74B-0EB6-11D7-8643000102C1865D

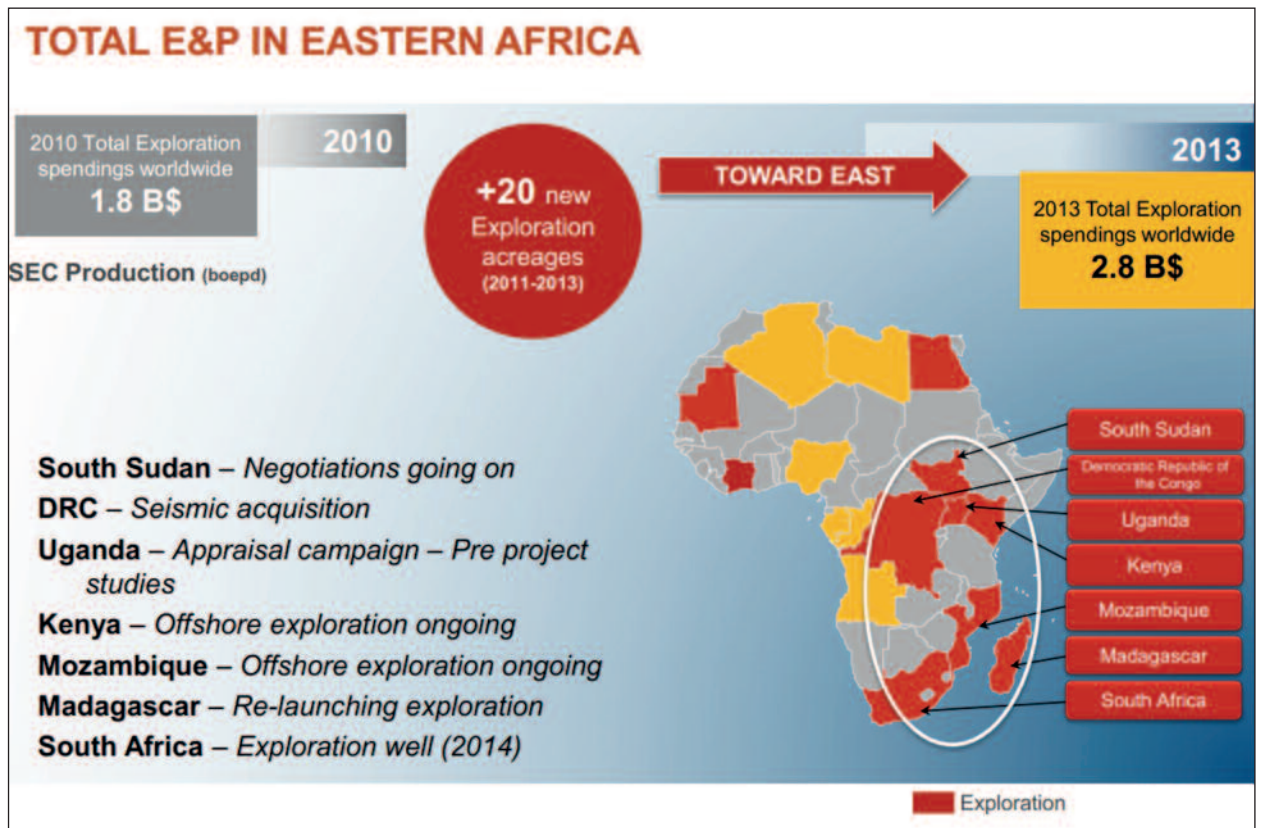
94. Paul Burkhardt, *op. cit.*

95. La première découverte de gaz de Total en Afrique du Sud reflète le potentiel considérable du pays en hydrocarbures, Africanews.com, 2 juillet 2019, <https://fr.africanews.com/2019/02/07/la-premiere-decouverte-de-gaz-de-total-en-afrique-du-sud-reflete-le-potentiel-considerable-du-pays-en-hydrocarbures/>

96. Ndeye Magatte Kebe, « Le Kenya cède la filiale pétrolière de Maersk à Total », Financial Afrik.com, 25 janvier 2018, <https://www.financialafrik.com/2018/01/25/le-kenya-cede-la-filiale-petroliere-de-maersk-a-total/>

97. Éléonore Hugues, « Meurtri par le dérèglement du climat, le Mozambique s'ouvre à Total et aux multinationales pétrolières », L'Observatoire des multinationales, 5 juin 2019, <http://multinationales.org/Meurtri-par-le-dereglement-du-climat-le-Mozambique-s-ouvre-a-Total-et-aux>

98. « -géoéconomie: un retour sur des concessions quittées pour cause de force majeure due à une insécurité/instabilité/conflits. C'est le cas au Sud Soudan, l'exemple du block B (Juba) où Total détient des parts est d'actualité; une extension de ses possessions au Nord Kenya/Ouganda », @Leiyia08, 2 octobre 2019, <https://twitter.com/Leiyia08/status/1179417581377204226>



Source : présentation de Total⁹⁹.

en Éthiopie (via le rachat de la compagnie pétrolière danoise Maersk oil, fin 2017)¹⁰⁰ et en Ouganda. Cette stratégie de conquête énergétique tous azimuts s'inscrit dans une dynamique de répartition des revenus défavorisant les communautés locales¹⁰¹.

L'expansion sera appuyée par la base française aux îles Éparses¹⁰², de nouveaux contrats d'armement¹⁰³ et de accords de formation militaire en matière naval avec le Kenya¹⁰⁴, l'Éthiopie¹⁰⁵ et le Mozambique¹⁰⁶. Bref, en dehors de l'achat de nouveaux blocs dans des régions en crise, l'imbrication entre des activités d'explo-

99. Christian La Marre, « Total E&P in Eastern Africa », 2013, https://agoraevent.blob.core.windows.net/evenement289/evenement289/Total%20E&P%20Afrique%20de%20l'Est_Christian%20La%20Marre.pdf

100. « En rachetant Maersk oil fin 2017, qui avait absorbé 50 % d'Africa Oil (Canada) en 2015, Total se positionne sur des acquisitions nombreuses et une zone géographique importante ; au S/Ouest Ethiopie, après le Kenya, l'Ouganda. Un deal qui ouvre l'exploitation des réserves de la corneAF », @Leilya08, 11 octobre 2019, <https://twitter.com/Leilya08/status/1182648378192207875>

101. Moutiou Adjibi Nourou, « Le Kenya adopte une nouvelle loi sur la répartition des revenus pétroliers », Agence Ecofin, 12 mars 2019, <https://www.agenceecofin.com/gouvernance-economique/1203-64620-le-kenya-adopte-une-nouvelle-loi-sur-la-repartition-des-revenus-petroliers>

102. « [#FAZSOI] Le 2e RPIMA s'entraîne sur les îles Éparses. Au programme : parachutage depuis un C160 et mission d'infiltration et de renseignement.

« Objectif : tester la capacité de projection et d'intervention des troupes aéroportées à plus de 1 500 km de la base de projection », @EtatMajorFR, 1er juin 2019, <https://twitter.com/EtatMajorFR/status/1134837004556890113>

103. John Irish, « Macron woos East Africa but French companies struggle to make inroads », Reuters, 18 mars 2019, <https://af.reuters.com/article/topNews/idAFKCN1QZ1TV-OZATP>

104. Philip Mwakio, « Kenya wins accolades from France for establishing Coast Guard », Standardmedia.co.ke, 10 juin 2019, <https://www.standardmedia.co.ke/business/article/2001329242/kenya-wins-accolades-from-france-for-establishing-coast-guard>

105. « Macron signe un accord "inédit" de défense avec l'Éthiopie », Voanews, 13 mars 2019, <https://www.voaafric.com/a/macron-signe-un-accord-in-C3%A9dit-de-d%C3%A9fense-avec-l-ethiopie/4826805.html>

106. Thierry Dubillot, « La commande du siècle pour les CMN », Ouest-France, 5 septembre 2013, <https://www.ouest-france.fr/normandie/cherbourg-octeville-50100/la-commande-du-siecle-pour-les-cmn-647745>

Le gaz, une énergie de transition ?

Total se rue actuellement sur le marché du gaz naturel liquéfié. La major est devenue le deuxième plus grand acteur privé mondial du GNL, avec un portefeuille global d'au moins 40 Mtpa à l'horizon 2020 et une part de marché mondiale de 10 %¹. La communication de Total, qualifiant le gaz d'énergie « bas-carbone » est symptomatique de la grande confusion orchestrée autour des réels impacts climatiques du gaz. Car c'est bel et bien une énergie fossile. S'il est vrai que sa combustion produit environ la moitié du CO₂ produit par la combustion du charbon, le bilan carbone du gaz change radicalement de profil lorsque l'on interroge l'ensemble de son cycle de vie. Le gaz est composé à 95 % de méthane, gaz à effet de serre au potentiel réchauffant plus de 86 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone sur une période de 20 ans². Les fuites de méthane qui ont lieu tout au long de la chaîne d'approvisionnement du gaz, du puits à la centrale, suffisent à annuler ses avantages sur le charbon en termes de CO₂ émis au niveau de la combustion³.

Une récente étude de la Nasa conclut ainsi que l'importante hausse de la concentration de méthane dans l'atmosphère est principalement imputable à l'industrie gazière et pétrolière⁴. Or, si le développement du gaz naturel n'est pas une solution au dérèglement climatique, celui du GNL l'est encore moins. Liquéfier, transporter sous état liquide puis regazéifier, sont des processus extrêmement énergivores. Le GNL ajoute environ 20 % d'émissions par rapport à celles provenant de la combustion et du transport du gaz par pipeline à courte distance⁵. Au total, les émissions tout au long du cycle de vie du GNL représentent 134 % de celles générées au niveau de la combustion⁶.

Au-delà de Yemen LNG, Total cherche aujourd'hui à exploiter de nouvelles ressources gazières, comme en Arctique ou au Mozambique, pour exporter du GNL sur les marchés asiatiques et européens. Or, plusieurs études ont démontré qu'il n'y a aujourd'hui plus de place dans le budget carbone mondial pour rester sous la barre des +1,5 °C de réchauffement climatique⁷. Le gaz ne peut être considéré comme une énergie de transition.

1. « Total accro au gaz naturel liquéfié, des États-Unis jusqu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée », *L'Usine nouvelle*, 19 avril 2019, <https://www.usinenouvelle.com/article/total-totalement-accro-au-gnl-des-etats-unis-jusqu-en-papouasie-nouvelle-guinee.N828815>

2. GIEC, 2013, www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5_Chapter08_FINAL.pdf

3. R. W. Howarth, 2014, www.eeb.cornell.edu/howarth/publications/Howarth_2014_ESE_methane_emissions.pdf

4. Nasa, 2018, www.nasa.gov/feature/jpl/nasa-led-study-solves-a-methane-puzzle

5. K. Anderson et J. Broderick, 2017, www.research.manchester.ac.uk/portal/files/60994617/Natural_Gas_and_Climate_Change_Anderson_Broderick_FOR_DISTRIBUTION.pdf

6. P. Balcombe, 2016, « The natural gas supply chain: The importance of methane and carbon dioxide emissions »

7. Global Witness, « Overexposed. The IPCC's report on 1.5°C and the risks of overinvestment in oil and gas », avril 2019, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/oil-gas-and-mining/overexposed/>

Oil Change International, « The Sky's Limit: Why the Paris Climate Goals Require a Managed Decline of Fossil Fuel Production », septembre 2019, <http://priceofoil.org/2016/09/22/the-skys-limit-report/>

ration/production gazo-pétrolière, l'infrastructure « militarisée » de Total et les interventions militaires de l'État français interrogent (formation par les forces spéciales, mobilisation de la marine française dans le golfe d'Aden, l'installation de bases militaires, la vente d'armes aux États partenaires de Total, etc.)¹⁰⁷.

Dans le cas de Total, la mise en place d'une infrastructure militarisée précède toujours de nouveaux positionnements de la société. Ces installations permettent d'acquérir de nouveaux secteurs énergétiques dans une région instable mais elles sont aussi, en elles-mêmes, l'expression d'une politique militaire. En effet, sur ses blocs, l'État peut établir des installations sécuritaires, déployer des gardes-côtes, agents et forces spéciales, cartographier la population locale, etc.

Une telle présence ne répond pas uniquement à des intérêts liés au secteur des hydrocarbures puisque l'accès à cet espace maritime permet de « réguler » les flux de marchandises, de contrôler les câbles numériques sous-marins, et de surveiller ses concurrents géopolitiques. Cet « entrisme » dans le golfe d'Aden confirmerait l'idée que la France exploite une situation d'instabilité (« la guerre contre le terrorisme » et « la lutte contre la piraterie ») au nom de ses propres intérêts.

La militarisation des infrastructures contribuera à faire basculer la France et sa firme dans la guerre.

107. John Irish, *op. cit.* ; et Thierry Dubillot, *op. cit.*

2016 • Mise en place d'une milice tribale reliée à la base de Yemen LNG...

À partir de mars 2015, à l'aide de leur flotte militaire en grande partie française, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis investissent la mer Rouge et le golfe d'Aden et installent un blocus maritime dévastateur du Yémen, au nom de la guerre contre les Houthis. Quelques mois plus tard, une opération parallèle, aussi brutale mais plus discrète, se prépare à partir du port de Balhaf. Elle prend la forme d'une guerre invisible à la mesure des multiples conflits locaux qui émaillent l'histoire du pays.

Dès 2016, les Émirats utilisent le collier de ports (Aden, Mukalla et Balhaf)¹⁰⁸ qui longent une des routes maritimes les plus empruntées du monde pour former différentes milices. Parmi elles, les forces d'élite de Shabwa qui se déploient à partir du port de Balhaf en 2016¹⁰⁹. À cette fin, des éléments logistiques supplémentaires sont construits au Sud-Est de la base. On y repère un hélicoptère et des annexes logistiques¹¹⁰... En 2018, des pick-up apparaissent au Nord dans une « zone de repli »¹¹¹.

Pour mettre sur pied cette milice, les Émirats arabes unis recrutent parmi les tribus locales : ils y intègrent des hommes issus des tribus d'Al-Wahidi, Bilabid, Bani Hilal and Belhareth mais excluent les autres (al-Awlaki, al-Mesabain)¹¹². Cette composition semble obéir à une logique militaire et géographique. Les tribus intégrés à la milice sont principalement situées à l'Est, à proximité des champs d'hydrocarbures, tandis que celles qui en sont exclues sont globalement originaires de l'Ouest, et vivant sur de plus hauts sommets. Prendre le contrôle des champs pétrolifères de Shabwah nécessite de maîtriser les plateaux d'Ataq à Markhah, la route allant d'Habban à Marib faisant office de « démarcation » avant les sommets plus élevés.

Les Émirats semblent revenir à la frontière établie en 1940 durant la colonisation britannique entre le protectorat de l'Ouest et celui de l'Est qui administraient leurs propres ensembles tribaux¹¹³. Ce faisant, ils partitionnent la région administrative en instrumentalisant les identités tribales.

La justification avancée par les Émirats à la création de cette milice est la lutte contre Al-Islah, placé sur une liste de « groupes terroristes » peu avant le conflit au Yémen¹¹⁴. Il s'agit du parti politique dominant du pays avant la guerre. Proche des Frères musulmans, Al-Islah représente aussi des fédérations tribales importantes du Yémen. Certains de ses membres sont alternativement proches de l'Arabie saoudite et du Qatar. Cette liste permet aux Émirats arabes unis d'affirmer leur rivalité avec ces deux puissances pour pousser leurs intérêts au Yémen.

Depuis 2012, de nombreux cadres d'Al-Islah sont visés par des assassinats ciblés conduits par des sociétés militaires privées émiraties¹¹⁵. Des ressortissants français font partie de ces sociétés militaires émiraties, dont des ex-membres de la Légion étrangère française¹¹⁶. Le même type d'attentats qui a anéanti il y a vingt ans

108. « Saudi Arabia and the UAE are gobbling up Yemen », The Economist.com, 22 février 2018, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2018/02/22/saudi-arabia-and-the-uae-are-gobbling-up-yemen>

109 « The Shabwani elite force activity focuses on the spread in the public utilities, the port of Balhaf and the protection of oil companies operating in the region, in addition to expanding the spread in areas mostly urban areas in the central districts » in *Saudi-led Arab Coalition and terror combating*, Abaad Studies, 17 octobre 2017, <https://abaadstudies.org/news-59686.html>
« On Monday, Hadi's forces moved towards Balhaf, site of Yemen's liquefied natural gas terminal, in Shabwa, where southern forces have a major military base, military sources said » in « Saudi-led coalition acts to stabilize south Yemen as allies face off », Reuters.com, 26 août 2019, <https://ca.reuters.com/article/topNews/idCAKCN1VG028-OCATP>

110 Cf. annexe 5, p. 45.

111 Cf. annexe 6, p. 46.

112. *Saudi-led Arab Coalition and terror combating*, op. cit.

Andrea Carboni, « Yemen's fractured south : Shabwah and Hadramawt », Acled, 9 mai 2019, <https://www.acleddata.com/2019/05/09/yemens-fractured-south-shabwah-and-hadramawt/>
ناورثالابنهت یرخأو نوخلادققت دي .. قینمیلال قوبش یف تارامال Noonpost.com, 30 septembre 2017, <http://www.noonpost.com/content/20078>

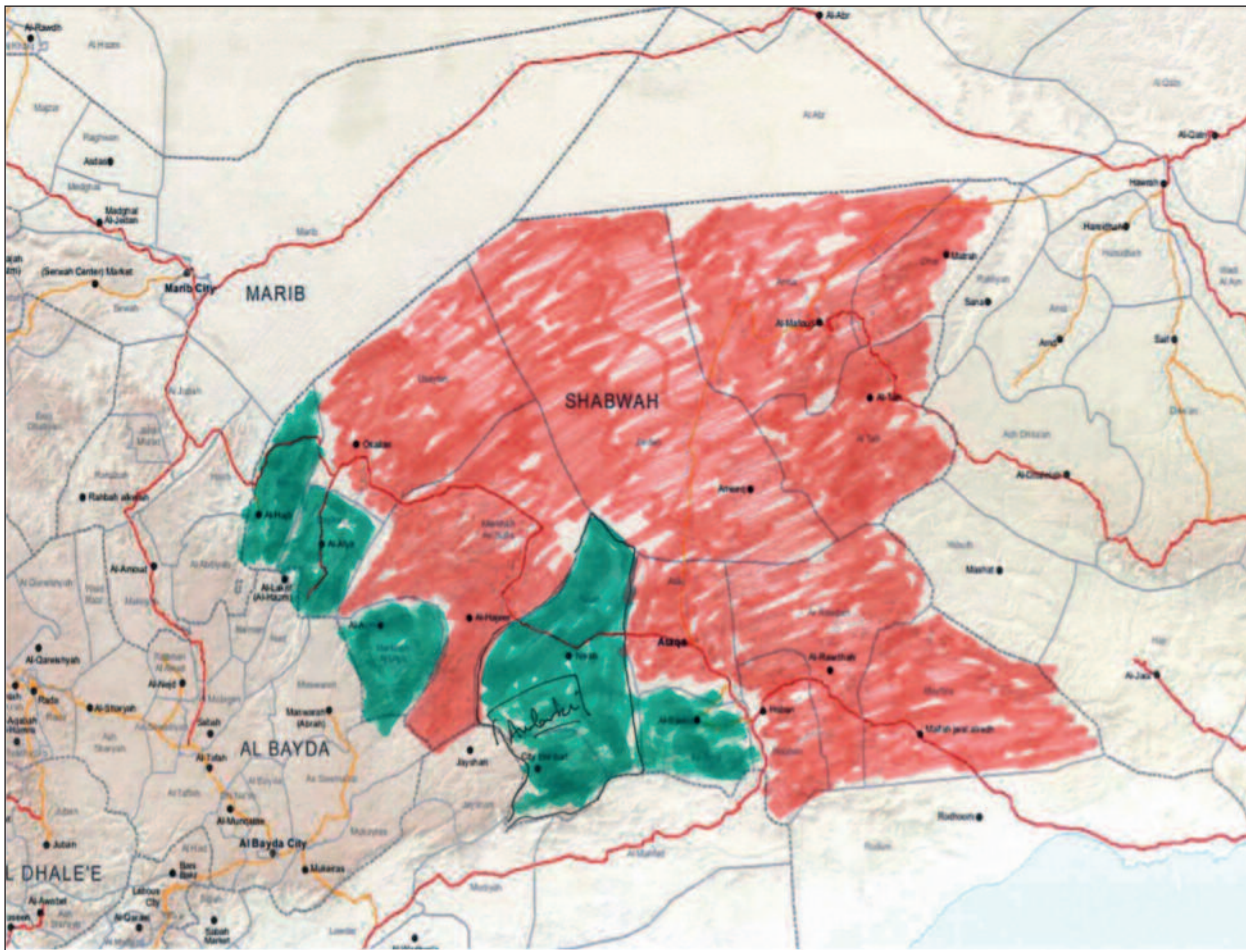
113. Aden Protectorate, Wikipedia.org, https://en.wikipedia.org/wiki/Aden_Protectorate
Michel Tuchscherer, op. cit.

114. « UAE publishes list of terrorist organisations », *Gulf News*, 15 novembre 2014, <https://gulfnews.com/uae/government/uae-publishes-list-of-terrorist-organisations-1.1412895>

115. Aram Roston, « A Middle East Monarchy Hired American Ex-Soldiers To Kill Its Political Enemies. This Could Be The Future Of War », 16 octobre 2018, <https://www.buzzfeednews.com/article/aramroston/mercenaries-assassination-us-yemen-uae-spear-golan-dahlan>
« Après l'assassinat de Sadiq Mansour. La guerre au Yémen est-elle tribale ou politique ? », *Islamist Movements*, 19 novembre 2014, <http://www.islamist-movements.com/8028>

116. Ibid.

« The deaths of two members of the "Dane Group" in Shabwa », *Yemen Press*, 1er mai 2016, <https://www.yemenpress.org/yemen/the-deaths-of-two-members-of-the-dane-group-in-shabwa/>



Document de travail : en vert, les districts du gouvernorat de Shabwa où les tribus ont été majoritairement exclues des forces d'élites ; en rouge, les districts où les tribus ont été majoritairement incluses dans la milice¹¹⁷.

de nombreux membres du parti socialiste du Sud décime aujourd'hui ce mouvement¹¹⁸. Ce qui dénote une logique identique : dès qu'une force politique prend une place importante au Yémen, elle devient dangereuse car moins manipulable. Cette sous-guerre contre Al-Islah suscite l'adhésion de la France. Selon le site 7Dnews, l'ambassadeur à l'ONU François Delattre a déclaré à l'ONU en décembre 2018 : « La France craint que des organisations terroristes yéménites ayant des liens avec les Frères musulmans ne tirent parti de l'accord de paix signé à Hodeida, dans l'ouest du Yémen, pour dominer les ressources pétrolières à Hadramout et à Shabwa, dans l'est du Yémen. » Le diplomate a ajouté que « la France n'accepterait pas que ses intérêts dans l'est du Yémen puissent être compromis car cette région, dans laquelle les sociétés pétrolières et gazières françaises opèrent fait partie de la sécurité nationale de la France¹¹⁹ ».

La création de cette milice capitalise sur les fractures politiques du Yémen. Les forces d'élite de Shabwa, formées par les sociétés militaires privées émiraties, sont soutenues par des forces sécessionnistes au Sud qui demandent le retour aux « deux Yémen ». La rhétorique de la guerre contre le terrorisme permet aux Émiratis, soutenus par la France, de pousser leurs pions dans la région pétrolière en instrumentalisant les divi-

117. Abaad Studies, 17 octobre 2017, *op. cit.*

118. « #Assassination of #Islah leaders &/or imams continues in south #Yemen. Local sources say unknown gunmen on a motorbike (the usual method) killed Islah leader Khalid Ghayman in al-Dali' as he left mosque last night. These killings are systematic & appear never to be investigated », tweet d'Elisabeth Kendall, 26 juillet 2019, https://twitter.com/Dr_E_Kendall/status/1154807436785721351

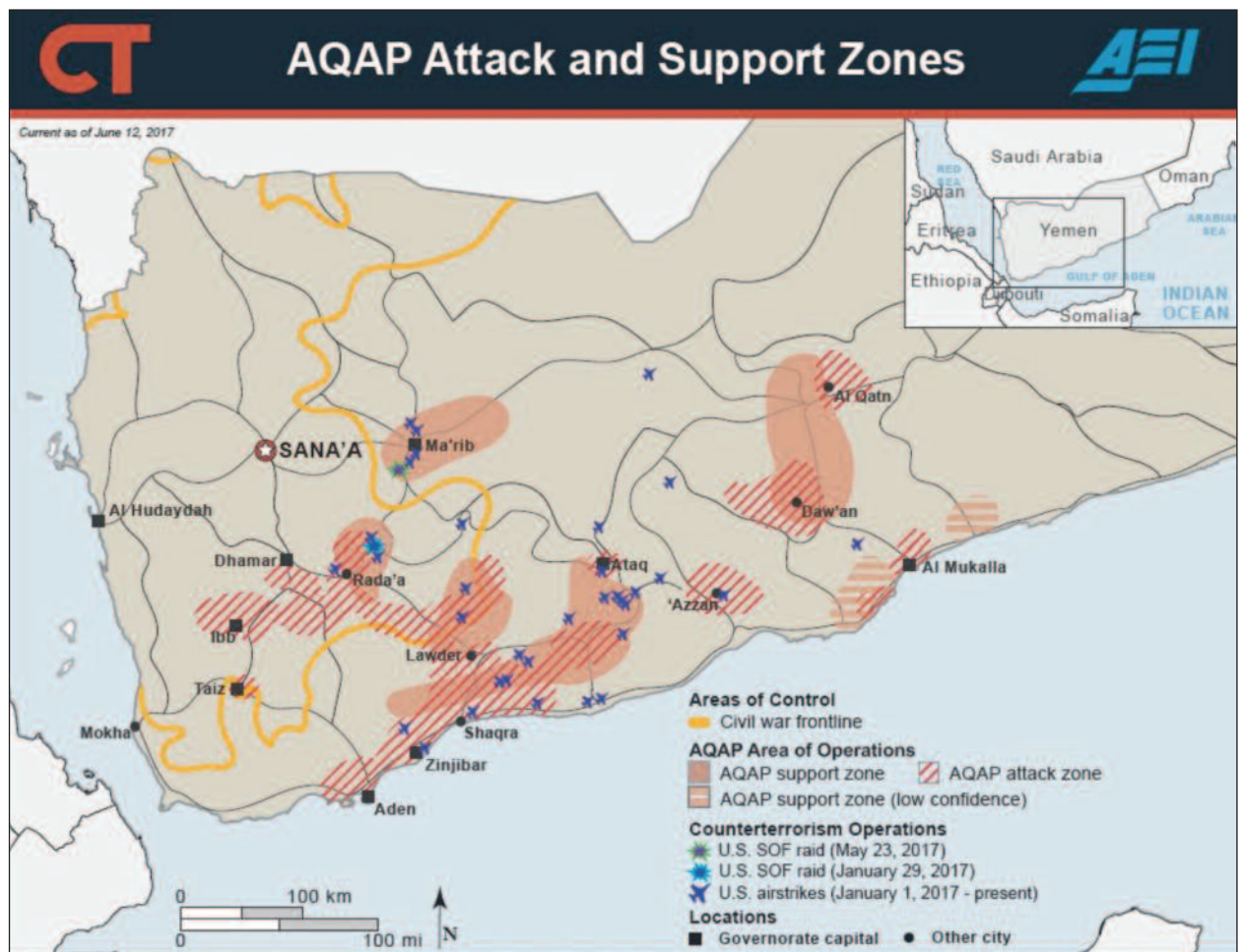
119. « French Ambassador to UN: France Fearful of Muslim Brotherhood's Domination of Eastern Yemen », 7dnews.com, 20 décembre 2018, <https://7dnews.com/news/french-ambassador-to-un-france-fearful-of-muslim-brotherhood-s-domination-of-eastern-yemen>

sions de la société yéménite. C'est ici une force importante, incarnant le pouvoir central (Al-Islah), qui est ciblée, ce qui aggrave la fragmentation du pays. La France, qui se faisait l'avocate de l'unité du Yémen dans les années 1990 soutient désormais des forces qui demandent sa partition.

Faire et défaire dessine un mouvement continu par lequel les puissances extérieures, dont la France et Total, maintiennent leur emprise sur les ressources énergétiques du Yémen.

... et conquête des champs pétrolifères de Shabwa

Courant 2016, une véritable stratégie de conquête est déployée. À partir du site stratégique français de Balhaf, des villes-clés sont investies par ces miliciens afin de s'insérer dans le contrôle du complexe pétrolifère de Shabwa. Des checkpoints seront installés à Azzan (2016), Habban (2018) ou renforcés (Ataq 2016). Des bombardements aériens américains et des raids armés seront menés de janvier à août 2017. Ils viseront les villes d'Azzan, Ataq, Habban situés à proximité de Balhaf, puis Markah que les forces d'élite de Shabwa occuperont progressivement¹²⁰. Toutes ces villes sont des points d'appui « militaires » nécessaires au contrôle des champs pétrolifères.



Cette carte décrit une partie de l'opération Shabwa qui s'est tenue de janvier à août 2017. Les forces d'élite de Shabwa ont obtenu un appui aérien à leur mission de conquête des champs pétrolifères à partir de la base de Balhaf. Les tribus de l'Ouest ont été bombardées par l'aviation américaine au nom de la lutte antiterroriste, de même que les poches de résistance dans les villes stratégiques : Ataq et Azzan. Le contrôle de celles-ci à partir de Balhaf est nécessaire pour maîtriser les champs d'hydrocarbures de Shabwa — dans lesquels Total détient des positions pétrolières et infrastructures gazières.

Source : Maher Farruck, *Critical Threat*, 20 juin 2017¹²¹.

120. Andrea Carboni, *op. cit.*

121. Maher Farrukh, « Al Qaeda's Base in Yemen », *Critical Threats*, 20 juin 2017, <https://www.criticalthreats.org/analysis/al-qaeda-base-in-yemen>

Les zones à l'ouest des champs d'hydrocarbures (Abyan, Al-Bayda, etc.), acquises à des tribus concurrentes, seront considérées comme des zones appartenant à AQPA et feront l'objet de bombardements massifs en 2017. De mai à juin 2017, les régions autour de Balhaf, Mayfaa, Habban et Ataq seront concernées par d'importants déplacements de population¹²², de même qu'Al-Bayda.

De façon générale toutes les grandes villes du Yémen sont concernées par un renforcement des checkpoints à partir de 2017 : Marib, Lawdar, Al-Bayda¹²³. Ces points de contrôle rendent quasiment impossible l'accès aux champs d'hydrocarbures depuis l'ouest tandis que la circulation est nettement plus libre à partir de l'est, sous contrôle de la coalition arabe. Cette partie du pays constitue en effet une vaste zone de sécurisation militaire pour les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, auxquels sont assujettis différents groupes armés. Les abus auxquels ces checkpoints conduisent ont été dénoncés par l'association yéménite de défense des droits de l'homme Mwatana¹²⁴.



Laura Margueritte, « Ciruler au Yémen (situation au 24 janvier 2019) »¹²⁵.

122. Flow monitoring Yémen, mai-juin 2017, DTM, 26 juin 2017, <https://displacement.iom.int/reports/yemen-%E2%80%94-flow-monitoring-report-3-may-%E2%80%94-june-2017>

123. Cf. Google satellite.

124. « Withering Life », rapport annuel 2018, Mwatana.org, <http://mwatana.org/wp-content/uploads/2019/07/Withering-Life-2.pdf>

125. Infographie parue dans la revue *Carto* n° 52, « Géopolitique d'un continent en mutation : l'Afrique émergente ? », mars-avril 2019.

Les checkpoints mis en place par les forces d'élite de Shabwa sont dirigés contre l'autorité centrale puisque les ministres et les gouverneurs ne peuvent pas passer sans l'accord préalable des dirigeants émiratis¹²⁶. En février 2018, le ministre du Transport du Yémen a ainsi été bloqué par les milices émiraties alors qu'il était en route pour inaugurer un nouveau port à Balhaf¹²⁷. Les checkpoints sont l'expression d'un séparatisme territorial. Les villes, districts ou régions se déconnectent des autorités régionales ou du gouvernement central, pour gérer eux-mêmes les revenus tirés des hydrocarbures, ce qui aggrave les rivalités¹²⁸. Ils conduisent à rompre la communication entre des tribus qui ont l'habitude d'échanger entre elles et génèrent des conflits¹²⁹.

Pour les habitants de Shabwa, l'heure est aux règlements de compte. Le cas de Sarhan Yaslam Boshlan est emblématique. Refusant que ses proches collaborent avec les forces d'élite, le jeune homme a maintenu des relations avec l'autre partie de sa famille en exil. Les forces d'élite l'ont appris, l'ont arrêté à Azzan, à proximité de Balhaf, le 2 octobre 2018 et l'ont torturé pendant cinq jours. Sarhan a gardé le silence et il est mort. Les déchirures provoquées par la manipulation extérieure des « tribus » ne sont pas prêtes de se refermer¹³⁰. Mi-2019, la milice pro-émiratienne réussit à établir une « ligne de surveillance » des champs pétrolifères à Shabwa : Ataq-Nisab-Markah¹³¹, mais elle est confrontée à une opposition tribale grandissante, notamment à Ataq, foyer traditionnel de résistance. Courant de l'été 2019, la région de Shabwa s'embrase¹³² sur fond de vengeances intertribales de fin de conflit. En toile de fond, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont demandé à leurs forces locales de se repositionner une dernière fois avant la « signature » en septembre d'un « accord de fin de conflit » qui délimite leurs sphères d'influence respective, instaurant le quadrillage définitif de Shabwa et des autres régions stratégiques¹³³. En vertu de cet accord, le gouvernement yéménite siège à Ataq¹³⁴, correspondant au secteur énergétique 70 détenu par Total, et réoccupe les villes de Seiyun et Mukalla¹³⁵.

2017-2018 • La prison secrète

À l'entrée de Balhaf, un soldat lance à Mohammad¹³⁶ : « *Tu es arrivé en enfer, on va te tuer, tu ne ressortiras jamais.* » « *On m'a enfermé dans une cellule puis on m'a roué de coups de poings et de coups de bâtons. On m'a tiré par la barbe, frappé au visage, on m'a fait croire que mes compagnons de cellule m'avaient dénoncé. On m'a accusé de faire partie de Daesh, d'AQPA ou des Frères musulmans* », explique ce citoyen yéménite qui s'est retrouvé de longues semaines détenu dans une « prison secrète » en 2018. Il a fini par être libéré quelques semaines plus tard faute de preuves.

126. « *يمني ميليشيا سيخترت انصار امال ديبرت اذامل* », Al Khaleej, 23 juin 2019,

<https://alkhaleejonline.net/%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9/%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%B0%D8%A7-%D8%AA%D8%B1%D9%8A%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%AE%D9%84%D8%B5-%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%A6%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%8A%D9%85%D9%86%D9%8A%D8%9F>

127. « UAE building armies to divide Yemen, minister says », Al Jazeera, 26 février 2018,

<https://www.aljazeera.com/news/2018/02/yemen-forces-multiply-fight-growing-al-qaeda-influence-180226145605190.html>

128. Saeed Al Batat, « Yemen provinces adrift after Houthis ousted », *Asia Times*, 8 avril 2019,

<https://www.asiatimes.com/2019/04/article/yemen-provinces-adrift-after-houthis-ousted/>

129. Nadwa Al-Dawasari, « Tribes and AQAP in South Yemen », Atlantic Council, 5 juin 2014,

<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/tribes-and-aqap-in-south-yemen>

130. « Father Of Young Man Killed After Torture By UAE-Backed Forces Appeals For Justice », Aden News.net, 21 janvier 2019,

<https://www.aden-news.net/en/yemen-english-60856>

Données d'Acled sur les événements à Ataq, Azzan, Habban de mars 2015 à août 2019, <https://www.acleddata.com/data/>

131. <http://www.24yemen.com/Akhbar-Al-Ymn-Now/618929/%D8%B1%D8%A6%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%86%D8%AA%D9%82%D8%A7%D9%84%D9%8A-%D8%B4%D8%A8%D9%88%D8%A9-%D9%8A%D8%AA%D9%81%D9%82%D8%AF-%D9%86%D9%82%D8%A7%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%AE%D8%A8%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%A8%D9%88%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%85%D8%AA%D8%AF%D8%A9-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%B7-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%85-%D8%B9%D8%AA%D9%82-%D9%86%D8%B5%D8%A7%D8%A8-%D9%85%D8%B1%D8%AE%D8%A9>

132. « Saudi-led coalition acts to stabilise south Yemen as allies face off », Euronews.com, 26 août 2019,

<https://www.euronews.com/2019/08/26/saudi-led-coalition-moves-to-stabilise-south-yemen-as-allies-face-off>

133. « South Yemen: A project to arm 90000-strong army », Tacticalreport.com,

134. « !! نددع نع الدب عي عرش لىل انتقؤم ارقم قوبش نولت له ... قوبش وحن لوحتل او عي عرش لىل », op.cit.

135. « ليصافت) زاغ او طفن لىل ريصدتب حامس لىل او ني فرط لىل نيب دود لىل ميسرتو عي عرش لىل قمصاع قت ع ضاير لىل يف تاضوا فم لىل جى انن : لچاع ». « (سىل او كلىا فلىخ يريجىام », 14 septembre 2019, <https://yemen-now.com/news5342373.html>

136. Le prénom a été modifié.

« À partir de la petite ouverture dans la porte du bâtiment de détention, on voyait une piste d'atterrissage et, très à gauche, la lumière de la cheminée du site YLNG », assure-t-il. « Quand on m'a fait quitter ma cellule, on m'a ramené à l'entrée de Yemen LNG où j'ai retrouvé ma famille », confie un autre détenu.

En 2017 et 2018, des citoyens sont arrêtés par les forces d'élite de Shabwa, parfois en coordination avec les Saoudiens, à Ataqa dans la plus grande ville du gouvernorat où Total a acquis un bloc pétrolier, ou dans d'autres secteurs.

Selon les témoignages recueillis¹³⁷, ils sont ensuite amenés en pick up sur le site gazier Yemen LNG, après avoir traversé une dizaine de checkpoints. Les prisonniers sont interrogés par des soldats émiratis dans un container puis détenus dans une petite cellule de longs jours sans que leurs proches en soient informés.

À Balhaf, la détention se prolonge durant plusieurs jours, des semaines voire des mois. Les détenus s'entassent de cinq à parfois plus d'une dizaine dans des petites cellules de 5x8 mètres. Ils dorment à même le sol, n'ont pas accès à l'eau courante. Le lieu de détention est peu aéré, la chaleur est étouffante. Des cas de torture et de mauvais traitements sont évoqués : les prisonniers sont battus, les malades laissés sans soin. Il n'est pas rare que certains détenus dis paraissent pour être placés à l'isolement pendant deux ou trois jours.

Le site dirigé par Total est donc concerné par le réseau de « prisons secrètes » aux mains des Émirats arabes unis qui enserrant le Sud du Yémen : des aéroports, ports, villas transformés en prison. Un dispositif dont des enquêtes d'Associated Press¹³⁸, un rapport d'Human Rights Watch¹³⁹ et d'Amnesty International¹⁴⁰ se sont fait écho. Amnesty International évoquait déjà la présence d'un site détention à Balhaf, mais sans préciser sa localisation exacte ni apporter de cas de personnes détenues¹⁴¹. Le rapport 2018 du groupe d'experts de l'ONU sur le Yémen (portant sur l'année 2017) était un peu plus précis en mentionnant « un cas » de détention dans « le port de Balhaf »¹⁴².

Trois témoignages, provenant de deux victimes et d'un consultant dans le domaine de l'énergie, et une source ouverte¹⁴³ ont confirmé qu'il s'agissait bien du site gazier Yemen LNG dont Total est l'opérateur. La prison se situerait au nord du site de liquéfaction de gaz, à l'intérieur d'une des deux zones de repli. Cette annexe du site, appelée par les gardiens de la prison « Al maaskar al-himaya al-sharika » (zone de repli) est protégée par un checkpoint. Elle sert officiellement de refuge en cas d'attaque du site et permet l'évacuation du personnel le cas échéant.

Les personnes qui s'y font enfermer sont généralement accusées d'appartenir à Al-Qaida sur la péninsule arabique (AQPA). Comme le souligne Amnesty International, ces détentions se basent souvent sur des soupçons sans fondement ou une vengeance personnelle¹⁴⁴. Le risque est grand d'être rattaché, via des préjugés, à un camp opposé aux Émirats arabes unis, ce qui est facile dans une région divisée par les guerres successives. Cela a été confirmé par les témoignages recueillis : il suffit, par exemple, d'être de passage sur le territoire affilié à telle tribu, située dans le viseur des Émirats arabes unis pour être suspecté d'y appartenir. Dans ces prisons, il est possible de trouver des militants en faveur de Hadi, le président actuel du Yémen,

137. Il n'est pas possible de reproduire ces témoignages pour des raisons de sécurité.

138. Voir, par exemple : « Maggie Michael, « In Yemen's secret prisons, UAE tortures and US interrogates », 22 juin 2017, <https://www.apnews.com/4925f7f0fa654853bd6f2f57174179fe>

139. « Yemen: UAE Backs Abusive Local Forces », Human Rights Watch, 22 juin 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/06/22/yemen-uae-backs-abusive-local-forces>

140. « Les disparitions et la torture dans les centres de détention du sud du Yémen doivent faire l'objet d'enquêtes pour crimes de guerre », Amnesty International, 12 juillet 2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/07/disappearances-and-torture-in-southern-yemen-detention-facilities-must-be-investigated-as-war-crimes/>

141. Ibid.

142. Rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen, 2018, p. 296, <https://undocs.org/fr/S/2018/594>

143. « تيمني غليبيق تشارام ال اريديت تناوق فسادتس سال قنادا », Al Jazeera.net, 13 août 2017, <https://www.aljazeera.net/news/humanrights/2017/8/13/%D8%A5%D8%AF%D8%A7%D9%86%D8%A9-%D9%84%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D9%87%D8%AF%D8%A7%D9%81-%D9%82%D9%88%D8%A7%D8%AA-%D8%AA-%D8%AF%D9%8A%D8%B1%D9%87%D8%A7-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D9%82%D8%A8%D9%8A%D9%84%D8%A9-%D9%8A%D9%85%D9%86%D9%8A%D8%A9>
Abaad Studies, 17 octobre 2017, *op. cit.*

144. « Les disparitions et la torture dans les centres de détention du sud du Yémen doivent faire l'objet d'enquêtes pour crimes de guerre », Amnesty International, 12 juillet 2018, *op. cit.*, pp. 4-5, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/07/disappearances-and-torture-in-southern-yemen-detention-facilities-must-be-investigated-as-war-crimes/>

des Houthis ou encore des membres de la confédération tribale des Al-Awlaki, qui sont particulièrement visés dans la région de Shabwa¹⁴⁵. Comme expliqué plus haut, cette tribu, une des plus importantes du Sud Yémen n'a pas été intégrée à la milice protégeant les champs d'hydrocarbures. Il s'agit d'un vaste ensemble, dont les membres sont évidemment loin de partager le même point de vue social ou politique. Selon un spécialiste du domaine militaire, le but pour les Émiratis est de faire pression sur les détenus pour qu'ils envoient un message à leur tribu : « taisez-vous et acceptez le pouvoir des forces d'élite de Shabwa ».

Dans un cas de détention, un habitant de Shabwa raconte avoir passé quelques jours à Balhaf puis avoir été envoyé quelques jours après à l'aéroport de Riyan à Mukalla, abritant une autre prison secrète. Là bas, il a été conduit dans un lieu secret, habité par les effluves marins et a été interrogé par un officier qui se présentait comme membre de la CIA (Agence de renseignement américaine). La firme Total peut-elle ignorer ce qui se passe sur ce site ? Le code de la Défense régit la protection d'un certain nombre d'OIV (opérateurs d'importance vitale), dont l'activité, située en France ou à l'étranger¹⁴⁶, est jugée stratégique. Près de 200 OIV sont couverts par une telle réglementation et donc placés sous la « supervision » du Premier ministre en cas de crise majeure. En effet, il s'agit de préserver les sites de ces opérateurs des actes de « malveillance, sabotage, terrorisme ».

La société Total est-elle une OIV ? S'il est impossible d'être formel en raison du « secret défense » qui pèse sur la liste des entreprises concernées par la réglementation, des éléments parus dans la presse incitent à répondre par l'affirmative. Le nom de la firme est apparu dans une fuite d'informations sur les OIV figurant dans un décret ministériel¹⁴⁷. Selon la presse, l'entreprise est dotée de 247 « sites critiques »¹⁴⁸, dont sa filiale à Balhaf placée « en rouge vif » depuis 2014 sur l'échelle des risques¹⁴⁹. En accord avec cette législation, les OIV doivent partager des informations de sécurité entre le siège et leur filiale. Et Balhaf est placé sous la supervision du Premier ministre en cas de crise majeure. Le cas échéant, Total doit se conformer à un cahier des charges qui implique par exemple que le moindre incident doive être notifié aux autorités¹⁵⁰.

À ce stade, se posent différentes questions auxquelles l'exécutif français et Total doivent répondre.

En 2014, les officiers de sécurité de Yemen LNG bénéficiaient d'un contrôle visuel intégral du site. L'entreprise a-t-elle toujours accès à ce dernier, notamment de la zone logistique concernée ? Pouvait-elle ignorer le balai des pick-up et hélicoptères qui arrivaient et repartaient du site, de même que les mouvements d'individus et de véhicules à l'intérieur du site lui-même ?

Si une enquête provenant d'organisations de la société civile permet d'établir l'existence d'une « prison secrète » dans une de ses « OIV » présumée, comment l'État français peut-il l'ignorer ? Quid de la responsabilité des services du Premier ministre, forcément au fait du dossier « Balhaf », car la zone qui abrite le port dirigé par Total paraît bien en situation de « crise majeure » au sens du code de la Défense.

Sous couvert d'anonymat, un consultant dans le domaine de l'énergie commente la situation en ces termes : « Total est prise en tenaille car la société est partenaire d'Abu Dhabi, ce qui fait de l'ennemi de ton allié, ton ennemi. » Il confirme qu'une zone logistique a été effectivement « allouée » par Yemen LNG aux Émirats arabes unis dans le port gazier. « Avant, cela devait être des bureaux », confirme Muhammad en décrivant son lieu de détention.

145. Andrea Carboni, *op. cit.*, et Al Jazeera.net, 13 août 2017, *op. cit.*

146. « Enfin, de grandes entreprises seront peut-être considérées comme des OIV en France et également, ou non, à l'étranger, ce qui peut compliquer les règles à leur appliquer selon le territoire considéré. » in Anne-Yvonne Le Dain, *Sécurité numérique et risques: enjeux et chances pour les entreprises*, rapport, Sénat, 2 février 2015, <http://www.senat.fr/rap/r14-271-1/r14-271-121.html>

147. Emmanuel Paquette, « Le ministère de l'Environnement évalue un secret défense », L'Express.fr, le 23 janvier 2018, https://l'expansion.lexpress.fr/high-tech/le-ministere-de-l-environnement-evalue-un-secret-defense_1978533.html

148. Dominique Filippone, « Orange Cyberdefense s'allie à EDF, Naval Group Sanofi, SNCF et Total », 16 janvier 2019, <https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-orange-cyberdefense-s-allie-a-edf-naval-group-sanofi-sncf-et-total-74002.html>

149. Jean-Michel Bezat, « Un supergendarme pour renforcer la sécurité de Total », *Le Monde*, 22 juin 2016, https://www.lemonde.fr/economie/article/2016/06/22/un-supergendarme-pour-renforcer-la-securite-de-total_4955825_3234.html

150. Bruno Sido, Anne-Yvonne Le Dain, *Sécurité numérique et risques: enjeux et chances pour les entreprises*, rapport, Sénat, 2 février 2015, <http://www.senat.fr/rap/r14-271-1/r14-271-121.html>

Les soutiens financiers français à Yemen LNG

L'État français a directement soutenu financièrement le projet Yemen LNG via son agence de crédit à l'exportation. Les garanties à l'export sont des outils financiers permettant d'assurer les risques qui pèsent sur une opération d'exportation pour les entreprises françaises. Pour faire court, l'État se porte, via son agence de crédit à l'exportation Bpifrance Assurance Export, garant et indemnise les entreprises ou les banques en cas de pépin lors d'une opération d'exportation. C'est une aide au commerce extérieur : elle permet d'apporter des garanties supplémentaires pour soutenir les ventes d'entreprises opérant sur le territoire français à l'étranger. Depuis 2016, Bpifrance Assurance Export a repris pour le compte et sous le contrôle de l'État cette activité, opérée auparavant par la Coface. De nombreux pays de l'OCDE possèdent une telle agence de crédit à l'exportation et subventionnent, à travers elles, les énergies fossiles. Ces aides sont d'ailleurs définies par l'OCDE comme des subventions aux énergies fossiles¹. Les agences de crédit à l'exportation jouent un rôle clé dans le montage financier de projets d'énergies fossiles risqués. Leur participation permet de réduire les risques pour les entreprises et banques privées, qui ne s'y impliqueraient pas sans le concours de la puissance publique. Intervenant en subsidiarité du marché privé, les garanties publiques à l'export ont donc un puissant effet levier.

En ce qui concerne le projet Yemen LNG, la Coface a couvert le contrat de l'entreprise Spiecapag pour la pose de pipelines entre le champ gazier et l'usine de liquéfaction². Elle a aussi garanti les financements de banques privées aux côtés d'autres agences de crédit à l'exportation (coréenne, japonaise et américaine). Selon les données financières collectées, trois banques françaises sont impliquées dans le projet : Société générale, BNP Paribas et Crédit agricole, qui a même joué le rôle de conseiller financier pour les agences de crédit à l'exportation. La première garantie n'est plus en vigueur car Spiecapag a achevé son contrat en 2012, avant que la force majeure ne soit invoquée au Yémen. En revanche, l'assurance crédit-export de 239,5 millions de dollars pour couvrir les financements des banques l'est toujours. Depuis la mise sous cloche du site, le gouvernement et son agence de crédit à l'exportation sont donc en négociation avec les banques et les actionnaires de Yemen LNG pour restructurer la dette. Selon des sources journalistiques, trois restructurations ont déjà eu lieu consistant à restreindre les paiements des créanciers aux seuls intérêts et différer le remboursement du principal, s'assurer que les actionnaires paient les dépenses opérationnelles de maintien en l'état et de sécurisation des installations. La troisième restructuration aurait eu lieu en juin 2019 pour repousser à décembre 2022 les échéances passées et futures.

Si le site ne redémarre pas d'ici fin 2022 — nouvelle échéance de remboursement négociée entre les banques, Total et l'agence de crédit à l'exportation française — que la société Yemen LNG fait défaut et que la dette n'est pas à nouveau restructurée, c'est l'État qui paiera les pots cassés en sa qualité d'assureur. L'exposition financière de l'État français est un élément important à prendre en compte pour analyser le positionnement du gouvernement vis-à-vis du site de Balhaf et du soutien aux Émirats arabes unis dans leurs agissements au sud du Yémen.

Selon une source interne, le gouvernement français soulève, au-delà de l'exposition financière, l'intérêt du site pour le relèvement du pays — les ventes de gaz de Yemen LNG auraient représenté jusqu'à 40 à 45 % des recettes fiscales du Yémen, même si les termes du contrat ont été contestés par la population yéménite³. Par ailleurs, le gouvernement continue à défendre la nécessité du partenariat stratégique avec les Émirats arabes unis au nom de la lutte contre le terrorisme au Yémen et la préservation de la sécurité au Moyen-Orient⁴. Alors que le site de Total sert de base militaire aux Émiratis pour mener une véritable guerre au sud du Yémen et que le gouvernement ne pourrait que difficilement l'ignorer, comment aspirer au redémarrage des activités gazières ? Il semble que Total et le gouvernement français soient pris en tenaille entre des intérêts contradictoires, au péril de la population yéménite qui subit de plein fouet les conséquences de la politique étrangère française, guidée par des considérations économiques liées à l'industrie fossile et à l'armement.

1. <http://www.oecd.org/environment/oecd-companion-to-the-inventory-of-support-measures-for-fossil-fuels-2018-9789264286061-en.htm>

2. <https://www.bpifrance.fr/content/download/77036/832789/version/1/file/Liste%20contrats%20garantis%202009.pdf>

3. En 2014, une vague de contestation, menée par la prix Nobel de la paix yéménite Tawakkol Karman, éclate pour critiquer les termes du contrat passé entre le consortium Yemen LNG et le gouvernement yéménite. Ils accusent Total et ses associés de voler le gaz yéménite en évaluant son prix à 10 % seulement du prix du marché mondial et en ne reversant que 21 % de cette somme à l'État yéménite.

4. « Florence Parly face à Jean-Jacques Bourdin en direct », Bfmtv.com, 8 mai 2019, <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/florence-parly-face-a-jean-jacques-bourdin-en-direct-1159665.html>



Le 19 février 2019 à l'Assemblée nationale, le député Sébastien Nadot — initiateur d'une résolution exigeant une commission d'enquête sur les exportations d'armes aux belligérants du conflit au Yémen, bloquée par l'exécutif (voir page 10) — a brandi une banderole dans l'hémicycle, en pleine séance des questions au gouvernement...

Source : capture d'écran

Qui aura le courage de lancer une commission d'enquête ?

Le 6 mai 2019, en évoquant les raisons du soutien de la France auprès de la coalition arabe sur RMC, Florence Parly, ministre des Armées s'est bien gardée d'évoquer les intérêts de Total¹⁵¹. Elle a par contre défendu la nécessité du partenariat stratégique avec les Émirats arabes unis au nom de la guerre contre le terrorisme au Yémen. En effet, un accord de 2009 fournit une base légale à la coopération militaire entre les pays mais à l'instar des textes du même type, son contenu et modalités d'application restent inconnus¹⁵².

Les autorités françaises sont probablement conscientes de la situation à Shabwa et à Balhaf et agissent de concert avec les Émirats arabes unis.

Selon Florence Parly, « *les Émirats arabe unis luttent contre AQPA* ». Le gouvernement cautionne-t-il l'utilisation d'une prison secrète qui enferme arbitrairement des citoyens yéménites et mène à leur torture au nom de « la lutte antiterroriste » ?

La France a l'habitude de former l'armée émiratie dans le cadre de l'accord de coopération militaire. Existe-t-il un lien entre les sociétés militaires privées françaises (Risk&co, Surtymar, Pro-Risk) et les forces spéciales émiraties ainsi que la milice yéménite ? En quoi une milice fondée sur des bases tribales sert-elle des objectifs antiterroristes ?

Face à ces questions, une commission d'enquête parlementaire s'impose plus que jamais. Malgré les preuves d'implication d'armes françaises dans ce conflit, la majorité a bloqué l'initiative allant dans ce sens portée par le député Sébastien Nadot et plusieurs dizaines de ses collègues issus du parti La République en marche (LREM) en 2018. De même, les groupes d'opposition n'ont pas souhaité mettre en place une telle initiative.

Il ressort de notre enquête que la France aurait fourni, à travers Total, la logistique nécessaire à un programme de torture et de disparitions forcées réalisé au nom de « la guerre contre le terrorisme ». Il est temps que les parlementaires s'emparent de ce dossier et lèvent les zones d'ombre en activant leur droit de tirage, seule procédure à même d'établir une commission d'enquête à ce stade.

Si elle a lieu, une telle réflexion devra intégrer un réexamen de la loi sur la répression du mercenariat de 2003 qui comporte beaucoup de failles¹⁵³. Ce texte, qui permet d'engager des poursuites contre des « combattants » français jugés « illégaux », dépourvus de « contrat » ou de « mandat de mission », se garde bien en revanche d'encadrer les activités des sociétés militaires privées ou de sécurité agréées par l'État comme Risk&co, Surtymar ou Pro-Risk qui opèrent notamment au Yémen¹⁵⁴.

Une mission d'information sur le contrôle parlementaire des ventes d'armes a été mise en place en janvier 2019 à l'Assemblée nationale. Elle doit rendre ses travaux fin 2019 ou début 2020. L'Observatoire des armements et SumOfUs attendent des propositions à hauteur des enjeux de la part des rapporteurs Jacques Maire et Michèle Tabarot, comme la création d'une commission parlementaire permanente ayant accès aux contrats d'armement classés « secret défense ». Cette commission devra pouvoir examiner régulièrement les parte-

151. « Florence Parly face à Jean-Jacques Bourdin en direct », *op. cit.*

152. Décret n° 2012-495 du 16 avril 2012 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense, signé à Abou Dabi le 26 mai 2009, et de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'interprétation de l'accord de coopération en matière de défense, signées à Paris le 15 décembre 2010 (1), Legifrance.gouv.fr, 18 avril 2012, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025705803&categorieLien=id>

153. Loi n° 2003-340 du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire (1), Legifrance.gouv.fr, 15 avril 2003, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000602805&dateTexte=&categorieLien=id>

154. Christian Lechery, « Définir le mercenaire puis lutter contre le mercenariat », *Cultures & Conflits*, n° 52, 2003, <https://journals.openedition.org/conflits/979>

nariats stratégiques (accords de coopération militaire et accords de coopération en matière de sécurité intérieure) établis avec des pays comme les Émirats arabes unis.

Si la ratification de ces accords de coopération par la France fait l'objet d'une autorisation préalable par le Parlement, il n'existe que peu de transparence sur leur contenu¹⁵⁵. Il est donc difficile de connaître le travail des coopérants (DCSD, DCI, etc.) envoyés pour des échanges, formations dans les pays partenaires. La transparence fait également défaut sur le matériel de maintien de l'ordre livré dans le cadre de ces accords. De plus, les accords de défense et de sécurité intérieure, qui peuvent courir des dizaines d'années sans aucun contrôle après leur mise en vigueur, doivent pouvoir être réévalués par le Parlement régulièrement (tous les deux ans par exemple). La mise en place d'un rapport annuel gouvernemental sur les accords de coopération et exportations de matériel de maintien de l'ordre est la base nécessaire à un travail parlementaire sur le sujet.

Enfin, l'activité des sites d'importance vitale situés à l'étranger devra faire l'objet d'une surveillance parlementaire spécifique et régulière par cette Commission.

Transformer la politique énergétique de la France

Ce rapport démontre que certaines personnes détenues à Balhaf ont été arrêtées sur le secteur énergétique de Total (Ataq). Pourquoi le périmètre d'intervention de la guerre contre le terrorisme menée par les Émirats arabes unis, avec le soutien indirect de la France, est-il similaire à celui de la « sécurisation » des champs d'hydrocarbures liés aux intérêts de Total ?

L'imbrication entre la stratégie militaire et la politique énergétique française au Yémen et sur l'Est Africain interroge. Les guerres au Yémen se succèdent, mais cela n'empêche pas le secteur pétrolier français d'étendre ses positions depuis les années 1980. Les choix se portent sur des zones disputées (conflits de frontières en 1988, 1990, 1997 et 2003, capitale en crise en 1987, zone désignée comme foyer de groupes terroristes à partir de 2007...).

Parce qu'elle précède directement l'appropriation de nouvelles réserves d'hydrocarbures, la militarisation progressive des routes et de la zone maritime autour de Balhaf interroge d'autant plus. La construction de la base de Balhaf précède par exemple l'acquisition de nouveaux blocs pétroliers à Shabwa. Selon notre enquête, cette « militarisation » ira jusqu'à l'hébergement d'une milice (à partir de 2016) et une prison secrète (à partir de 2017).

À partir de 2007, ces acquisitions dessinent un encerclement de la zone la plus riche en hydrocarbures du Yémen, qui va de Marib aux ports de Balhaf/Bir Ali, d'où le gaz est exporté. D'une part, une forme de domination est maintenue en s'accaparant des secteurs énergétiques devenus vitaux pour l'économie d'un pays totalement déstabilisé. D'autre part, ces positions énergétiques permettent de s'ériger en autorité parallèle sur un territoire donné. La construction d'une infrastructure militarisée permet de dominer une population exclue de la distribution de la rente pétrolière ou qui refuse l'accaparement de leurs terres. La stratégie de la France semble aussi animée par des objectifs plus larges : contrôler le trafic maritime, être là où sont les autres pays, faire du renseignement, entretenir l'alliance avec les pays du Golfe...

Les différents gouvernements français déclarent vouloir maintenir, via Total, une forme d'indépendance énergétique et mènent ainsi une politique de conquête tous azimuts par peur d'être définitivement dépassé par la concurrence (Russie, Chine, etc.). La crainte du déclassement conduit à courir derrière une époque révolue : celle de la France gaullienne qui maintient un système de dépendance avec ses « ex-colonies » ou « États clients » comme le Yémen. Contribuer à maintenir un état de guerre dans ces pays assure à la France des opportunités d'interventions diverses dont la justification varie au cours du temps.

En accompagnant la logique de guerre, Total et l'État français nous ramènent en somme à une réalité : « *l'accumulation par expropriation* », telle que définie par le géographe David Harvey. Ce processus repose « *sur une redistribution des richesses, non par la vertu entrepreneuriale de l'innovation et du risque, ni par les effets supposés d'une concurrence accrue sur les marchés mais par une lutte des classes inversée dans laquelle [les grandes nations et puissances économiques] pillent les peuples, les territoires, [la planète] à leur profit*¹⁵⁶ ».

155. Aziza Riahi, « La politique française de coopération en matière de sécurité intérieure », *Damoclès*, n° 137, 04/2011.

156. Dimitris Fasfalis, « Les 300 plus grosses fortunes mondiales et l'économie de la dépossession », *Europe Solidaire.org*, 4 février 2014, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31004>

« Comment agir ? »

Dans la continuité de ce rapport, vous pouvez prendre contact avec nos organisations si vous souhaitez mener des actions sur Total et la politique de défense française. Vous pouvez aussi agir directement à partir des différents outils que nous mettons à votre disposition.

Sur le volet coopération militaire et ventes d'armes

Depuis plus d'un an, SumOfUs — ONG qui agit comme un contre-pouvoir citoyen des grandes entreprises — a lancé une série d'actions sur le sujet :

- vous pouvez signer en premier lieu notre pétition qui a récolté plus de 135 000 signatures jusqu'à présent. Elle appelle le président Macron à suspendre les ventes d'armes françaises aux pays impliqués dans la guerre au Yémen : <https://bit.ly/2PU7IRq>
- vous pouvez également contacter gratuitement par téléphone un-e député-e afin de l'encourager à soutenir la création d'une commission d'enquête sur les exportations d'armes au Yémen. Il s'agit d'une action simple, rapide et très efficace : <https://bit.ly/32EKW00>
- enfin vous pouvez relayer ce rapport sur les réseaux sociaux ainsi que le sondage commandé par SumOfUs à YouGov qui montre que écrasante majorité des Français souhaite une suspension des ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, ainsi qu'un renforcement du contrôle parlementaire sur la question de l'exportations d'armes françaises (lien sondage: <https://bit.ly/2ulEpaK>).

L'Observatoire des armements, centre d'expertise indépendant sur le nucléaire militaire et les ventes d'armes, met à disposition de tous un modèle de courrier à envoyer à votre député pour demander l'instauration d'une commission parlementaire de contrôle des ventes d'armes et des partenariats stratégiques : <http://www.obsarm.org>

Sur le volet environnemental

Les Amis de la Terre, réseau écologique mondial, luttent pour mettre fin aux financements publics et privés à l'industrie fossile. Une bataille s'est engagée dans le cadre du projet de loi de finance 2020 pour mettre un terme aux financements export de l'État français au secteur des hydrocarbures. Pour se mobiliser : <https://www.amisdelaterre.org/>

En 2019, les Amis de la Terre ont lancé une action en justice, en collaboration avec Survie, pour empêcher Total de faire peser des risques considérables et irréversibles sur les habitant-e-s, la biodiversité, l'environnement et le climat dans le cadre d'un mégaprojet pétrolier en Ouganda. Vous pouvez soutenir cette action en justice : <https://www.totalautribunal.org/>

Plus largement, une réflexion profonde doit être engagée sur nos modes de consommation et de production, qui nous ont rendu dépendants des énergies fossiles et qui influencent toujours la politique étrangère de la France. La lutte contre le dérèglement climatique s'accompagne donc nécessairement d'une logique décoloniale pour mettre fin au pillage des ressources de certaines populations, contribuant à la déstabilisation de régions entières pour servir des intérêts géopolitiques.

Par ailleurs sur un plan plus local, la conquête des blocs offshore par Total augure de grands risques pour la biodiversité marine. Que ce soit au Yémen, en Ouganda, au Mozambique, au Kenya ou en Somalie, les acteurs de la pêche locale et vivrière sont les premières victimes de l'accaparement des ressources d'hydrocarbures offshore par les puissances étrangères qui soutiennent les intérêts des grandes firmes¹⁵⁷.

157. Kalume Kazungu, « Kenya bans fishing close to Somalia border », *Daily Nation*, 3 juin 2019, <https://www.nation.co.ke/news/Kenya-bans-fishing-near-Somalia-border/1056-5142642-cty1mk/index.html>
 « Anxiety grips Lamu as Kenya-Somalia maritime dispute escalates », *Hiiraan online*, 1 juillet 2019, https://www.hiiraan.com/news4/2019/July/164536/anxiety_grips_lamu_as_kenya_somalia_maritime_dispute_escalates.aspx
 « Yémen : Des navires de la coalition attaquent des bateaux de pêche », *Human Rights Watch*, 21 août 2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/08/21/yemen-des-navires-de-la-coalition-attaquent-des-bateaux-de-peche>

Mettre fin aux financements à l'export pour les projets destructeurs de Total

Comme ce rapport a pu le mettre en avant, le projet gazier Yemen LNG a bénéficié de garanties publiques à l'exportation. C'est loin d'être le seul projet de Total soutenu par l'État français via ce type de financements. D'autres garanties publiques ont été délivrées pour des projets d'exploration gazière en Arctique ou au Mozambique, par exemple¹⁵⁸. La puissance publique doit arrêter de soutenir ces projets d'énergies fossiles aux impacts climatiques, environnementaux et sur les droits humains désastreux. Au-delà de ces impacts, l'exposition financière de l'État français à travers le projet Yemen LNG montre bien que ces aides publiques participent à l'imbrication entre la politique étrangère de la France et la défense des intérêts de multinationales comme Total.

Lors des débats autour du projet de loi énergie-climat en juin 2019, un amendement visant à mettre un terme aux garanties publiques à l'exportation pour l'ensemble des projets d'énergies fossiles a été voté par les députés en commission. Le gouvernement a fait revenir les parlementaires en arrière dans l'hémicycle, en remplaçant la disposition par la remise d'un rapport avec des propositions de modulation des règles d'octroi de ces garanties pour le secteur des hydrocarbures¹⁵⁹. Ce rapport n'a à ce jour toujours pas été remis au Parlement. Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé à inscrire dans le projet de loi de finance 2020 la fin des subventions à l'exportation pour le secteur du charbon, déjà mis en œuvre depuis 2016. Face à l'urgence climatique, il faut aujourd'hui aller plus loin. Les députés doivent voter, dès le projet de loi de finance 2020, la fin de toutes subventions aux énergies fossiles sous forme de garanties à l'exportation, en priorisant à très court-terme la fin du soutien aux projets permettant d'exploiter de nouvelles réserves d'hydrocarbures.

Cette décision permettrait de mettre le budget de la France pour 2020 en cohérence avec les discours d'Emmanuel Macron qui, lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2019, déclarait : « *Il faut que les grands pays de ce monde arrêtent de financer de nouvelles installations polluantes dans les pays en voie de développement. Nous continuons encore aujourd'hui à avoir du financement export et des projets [...] qui consistent à ouvrir de nouvelles structures polluantes. [...] C'est incohérent. C'est irresponsable. Soyons lucides avec nous-mêmes*¹⁶⁰. »

158. Réseau Action Climat, Oxfam et Les Amis de la Terre, *Cachez ces fossiles que l'on ne saurait voir*, juillet 2019, https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/07/Rapport-Cachez-ces-fossiles_FINAL.pdf

159. Les Amis de la Terre « *Loi énergie-climat : les députés vont-ils mettre fin aux subventions aux énergies fossiles ?* », 29 juin 2019, <https://amisdelaterre.org/Loi-energie-climat-les-deputes-vont-ils-mettre-fin-aux-subventions-aux-energies.html>

160. Discours d'Emmanuel Macron à l'Assemblée générale des Nations Unies, 24/09/2019 : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/09/24/discours-du-president-emmanuel-macron-a-la-tribune-de-lassemblee-generale-onu> (à partir de 28'50).

Annexes

Annexe 1



Avions Cessna sur le port de Balhaf (autour de 2012)¹

1. Image satellitaire fournie par Bing.com, <https://www.bing.com/maps?q=balhaf%2c+yemen&FORM=HDRSC4>

Annexe 2



Photo de gauche en haut : démarcations ouest-est (2009) et à droite checkpoints (à partir de 2012) de la portion de route autour de Balhaf, entre Jil'ah et Bir Ali^{2 3}.

2. <https://www.google.com/maps/@14.0390295,48.1100877,385m/data=!3m1!1e3>

3. <https://www.google.com/maps/@14.0139477,48.2166076,329m/data=!3m1!1e3>

Annexe 3



Checkpoint à Habban



Checkpoint à Ataq



Checkpoint à Azzan

Annexe 4



La localisation présumée de la « prison secrète » sur le site de Yemen LNG à Balhaf, selon les informations fournies par les témoignages.

Les détenus décrivent une zone appelée « Al maaskar al-himaya al-sharika » (zone de repli) avec deux ou trois containers et 4 ou 5 bâtiments. Le bâtiment de détention (en rouge) fait 5x8 mètres. Les toilettes sont à l'extérieur (violet) et le lieu d'interrogatoire se situe dans un container (bleu). Depuis la porte de leur cellule les détenus peuvent apercevoir les « lumières de l'aéroport » ainsi que « la piste d'atterrissage », de même que la mer et le site de production de Yemen LNG situées au loin. Ce qui est plausible. Selon les données fournies par les images satellitaires, la zone est située en légère altitude (35 mètres) par rapport au reste du site. L'autre zone de repli de Yemen LNG située plus à l'ouest ne présente pas ces caractéristiques (la mer est à proximité et la zone comporte moins de bâtiments).

Toutes ces images proviennent de « Google Earth. »

Annexe 5



Principaux aménagements de Balhaf à partir de 2016 : des hélicoptères au Sud-Est du site de Balhaf⁴

4. <https://www.google.com/maps/place/Bal'haf,+Y%C3%A9men/@14.0041786,48.1821839,795m/data=!3m1!1e3!4m5!3m4!1s0x3deef374edd997a3:0xac1d8d0ec6f11a45!8m2!3d13.9968809!4d48.184644>

Annexe 6



Pick-up à proximité de la zone de repli⁵

5. <https://www.google.com/maps/place/Bal'haf,+Y%C3%A9men/@14.0142922,48.1810689,370m/data=!3m1!1e3!4m5!3m4!1s0x3deef374edd997a3:0xac1d8d0ec6f11a45!8m2!3d13.9968809!4d48.184644>

Annexe 7



Les points d'observation^{6 7}

6. <https://www.google.com/maps/place/Bal'haf,+Y%C3%A9men/@14.0152441,48.1752295,349m/data=!3m1!1e3!4m5!3m4!1s0x3deef374edd997a3:0xac1d8d0ec6f11a45!8m2!3d13.9968809!4d48.184644>

7. <https://www.google.com/maps/place/Bal'haf,+Y%C3%A9men/@14.0109966,48.1751048,803m/data=!3m1!1e3!4m5!3m4!1s0x3deef374edd997a3:0xac1d8d0ec6f11a45!8m2!3d13.9968809!4d48.184644>

Opération Shabwa : la France et Total en guerre au Yémen ?

Ce rapport retrace la militarisation des activités de Total au Yémen depuis les années 1980. Des sources ouvertes et témoignages recueillis font état de la configuration de Balhaf, le site de liquéfaction gazière opéré par Total, comme base militaire (depuis 2009) et prison secrète (en 2017 et 2018). Le rapport interroge aussi le rôle du gouvernement français, acteur de la militarisation du site, et qui a garanti le projet gazier de la multinationale.

Malgré la mobilisation des ONG et le travail des médias, le gouvernement continue à livrer des armes à la coalition arabe engagée au Yémen. Après l'échec de la résolution Nadot, les groupes parlementaires s'abstiennent de jouer leur droit de tirage pour lancer une commission d'enquête. L'Observatoire des armements, centre d'expertise indépendant, et SumOfUs, ONG internationale qui agit comme un contre-pouvoir citoyen des multinationales, ont donc cherché à savoir si la présence de Total au Yémen pouvait en partie expliquer ce blocage politique. En collaboration avec les Amis de la Terre sur la partie financements et impacts climatiques, ils ont mené un travail d'investigation pour retracer la mainmise de Total sur les ressources en hydrocarbures du Yémen, soutenue par les gouvernements français successifs.

Le rapport montre l'imbrication entre la stratégie militaire de l'État français et la politique énergétique de Total au Yémen depuis les années 1980 et plus récemment sur l'Est Africain (Kenya, Éthiopie, Mozambique...). Les positionnements de la société, qui se cristallisent sur des zones en conflit, sont toujours appuyés par la mise en place d'une infrastructure militarisée (site gazier aux allures de base militaire, checkpoints...) et la politique militaire de l'État français (formation des forces spéciales et gardes-côtes yéménites, intervention de sociétés militaires privées, investissement par la marine du golfe d'Aden et de l'océan Indien...). Selon les auteurs du rapport, cette « militarisation » ira jusqu'à l'hébergement d'une milice (à partir de 2016) et d'une prison secrète (à partir de 2017).



SumOfUs¹

En collaboration avec



Novembre 2019